

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**COUR CONSTITUTIONNELLE**

Décision n°017/CC du 22 juillet 2021 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°018/2021 portant modification de certaines dispositions de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;
LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 05 juillet 2021, sous le n°019/GCC, par laquelle le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, en vue d'un contrôle de constitutionnalité, la loi n°018/2021 portant modification de certaines dispositions de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°004/2018 du 30 juillet 2018 ;

Vu la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget ;

Vu le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n° 047/CC/2018 du 20 juillet 2018 ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, en vue d'un contrôle de constitutionnalité, la loi n°018/2021 portant modification de certaines dispositions de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 ;

2-Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite loi qu'aucune de ses dispositions n'est entachée d'inconstitutionnalité ; qu'il échet donc de la déclarer conforme à la Constitution.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La loi n°018/2021 portant modification de certaines dispositions de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 est conforme à la Constitution.

Article 2 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale, communiquée au Ministre de l'Economie et de la Relance, au Ministre du Budget et des Comptes Publics

et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du vingt-deux juillet deux mille vingt et un où siégeaient :

-Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président ;
-Monsieur Emmanuel NZE BEKALE,
-Madame Louise ANGUE,
-Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES,
-Madame Lucie AKALANE,
-Monsieur Jacques LEBAMA,
-Madame Afriquita Dolorès AGONDJO, ép. BANYENA,
-Monsieur Edouard OGANDAGA,
-Monsieur Sosthène MOMBOUA, membres, assistés de Maître Jean Laurent TSINGA, Greffier en chef.

PARLEMENT

Loi n°018/2021 du 11 août 2021 portant modification de certaines dispositions de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République, Chef de l'Etat, Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions combinées des articles 47 de la Constitution, 10, 11, 14, 15 et 16 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, ensemble les textes modificatifs subséquents, modifie certaines dispositions de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021.

**PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS
GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE
ET FINANCIER**

**TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX
RESSOURCES**

**CHAPITRE I^{er} : DES IMPOTS ET RESSOURCES
AUTORISES**

A- De l'autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des

Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2021 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

DISPOSITIONS GENERALES

« **Article 3 alinéa 1 nouveau :** Sont nuls et de nul effet, tous avantages fiscaux, toutes exonérations d'impôts, droits et taxes non prévus, autorisés ou approuvés par la loi. »

« **Article 3 alinéa 2 nouveau :** Aucune exonération d'impôts, droits et taxes ne doit être accordée lorsque le contribuable n'en est que le redevable légal. Il en est de même pour les impôts locaux et les taxes environnementales. »

« **Article 3 bis nouveau :** Les avantages fiscaux ne peuvent être consentis qu'en matière d'Impôt sur les Sociétés, du Minimum de Perception, d'Impôt Minimum Forfaitaire et de tous autres impôts et taxes auxquels le contribuable est directement assujéti.

Les avantages fiscaux visés à l'alinéa 1 ci-dessus ne peuvent être consentis que pendant la phase d'investissement ou de construction et pour une durée n'excédant pas trois ans.

L'octroi desdits avantages est subordonné au dépôt, par le requérant, d'un dossier de demande d'agrément auprès de la Commission de l'examen des demandes des avantages fiscaux et douaniers et à l'engagement :

- de réaliser un investissement supérieur ou égal à dix milliards de francs CFA ;
- de créer au moins 100 emplois au profit des personnes physiques de nationalité gabonaise ;
- de construire un siège social ;
- de ne pas être bénéficiaire d'un régime dérogatoire quelconque ;
- de produire un cahier de charges détaillant le plan d'investissement et les contreparties à réaliser étape par étape. »

(Le reste sans changement)

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS

Titre 1 : Impôt sur les sociétés

Chapitre 1 : Champ d'application de l'Impôt

Section 2 : Exonérations

« **Article 6 nouveau :** Sont exonérées de l'impôt sur les sociétés :

17) Pendant les trois (3) premières années de leur activité, les sociétés de capital investissement qui investissent dans les entreprises exerçant leur activité dans les domaines suivants :

- la recherche développement dans le domaine de la protection de la biodiversité ;
- l'innovation technologique dans le domaine des produits pharmaceutiques issus de la pharmacopée traditionnelle ;
- le développement de l'écotourisme ;
- la transformation locale des matières premières ;
- le développement et l'innovation dans les technologies de l'information et des télécommunications ;
- le développement des agro-industries. ».

Chapitre 2 : Bénéfices imposables

Section 1 : Définition du bénéfice

« **Article 8 alinéa 6 nouveau :** En l'absence de tout moyen ou support, le bénéfice imposable est déterminé en déduisant du montant du chiffre d'affaires hors taxes reconstitué d'office d'un abattement forfaitaire égal à :

- 70 %, pour les entreprises dont l'activité est l'achat, la revente ou la production de biens destinés à la revente ;
- 50 %, pour les entreprises de prestations de service ;
- 40 %, pour les professions libérales et assimilées. ».

Section 3 : Charges déductibles

« **Article 11-I-1-e alinéa 2 nouveau :** Les sommes allouées aux employés à titre de frais téléphoniques, la mise à disposition de téléphone, tout autre bien et service à usage mixte par les sociétés sont déductibles dans la limite de 50% lorsqu'ils ne peuvent être évalués au réel. »

(Le reste sans changement)

Chapitre 7 : Régime fiscal des quartiers généraux

« **Article 31 nouveau :** Les quartiers généraux, installés sous forme de sociétés par actions ou de succursales rendant des services correspondant à des fonctions de direction, de gestion, de coordination ou de contrôle exclusivement à des sociétés de groupe dont ils sont issus, sont soumis à l'impôt sur les sociétés, conformément à l'article 8 ci-dessus. »

« Les articles 32 à 35 sont supprimés. »

Chapitre 9 : Régime fiscal des sous-traitants des entreprises pétrolières

« **Article 47 nouveau** : Les entreprises étrangères qui effectuent des prestations de services temporaires pour le compte des entreprises pétrolières acquittent les impôts et taxes dont elles sont redevables selon les règles de droit commun à partir du 1^{er} janvier 2022. »

« Les articles 48 à 51, 55 et 58 sont supprimés. »

Titre 2 : Impôt sur le revenu des personnes physiques

Chapitre 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéfices ou des revenus nets des différentes catégories de revenus

Sous-section 2 : Traitements, salaires, pensions et rentes viagères

C. Détermination du revenu imposable

« **Article 93 alinéa 3 nouveau** : Toutefois, l'indemnité représentative d'avantage pour logement quel que soit sa désignation est entièrement imposable. »

(Le reste sans changement)

Titre 3 : Dispositions communes à l'IS et à l'IRPP

Chapitre 3 : Entreprises nouvelles

« **Article 196 nouveau** : Durant les trois (3) premiers exercices de leur activité, les entreprises nouvelles qui se créent au Gabon peuvent bénéficier :

- d'une exonération du minimum de perception au titre de deux exercices déficitaires pendant la période susvisée ;
- d'une exonération d'impôt sur les bénéfices pour le premier exercice bénéficiaire ;
- d'un abattement d'impôt sur les bénéfices de 25% pour le second exercice bénéficiaire ;
- d'un amortissement accéléré correspondant à deux annuités d'amortissement linéaire sur les biens d'équipements acquis conformément aux dispositions de l'article 11 de la sous-section 5 « Amortissements » alinéa b du présent Code.

Pour le calcul de la période de trois ans, le premier exercice est compté comme une année entière quelle que soit la date du début de l'activité au cours de cet exercice. »

LIVRE 2 : TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Titre 1 : Taxe sur la valeur ajoutée

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 2 : Opérations taxables

« **Article-209 alinéa 3 nouveau** : Il s'agit notamment de :

- 10) les ventes de biens et les prestations de services effectuées sur le territoire gabonais ou à travers les plateformes de commerce électronique étrangères ou locales ;
- 11) les commissions perçues par les opérateurs de plateformes de commerce et de prestation de service en ligne à l'occasion des opérations réalisées à l'alinéa 10 du présent article ;
- 12) d'une manière générale de toute opération qui ne serait pas expressément exclue du champ d'application de la TVA, tel qu'il est défini dans le présent Code. »

(Le reste sans changement)

Section 3 : Taux

« **Article 221 nouveau** : Les taux de la TVA sont les suivants :

- taux réduit : 10% applicable aux opérations de production et vente portant sur les produits suivants :
 - ciment ;
- le taux réduit de 5% applicable aux opérations de vente et de prestations de services portant sur les produits et services suivants est supprimé »

(Le reste sans changement)

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES

Titre 1 : Assiette de l'impôt

Chapitre Unique : Obligations des contribuables

Section 1 : Obligations déclaratives

Sous-section 1 : Principe général

« **Article P-817 ter nouveau** : Les plateformes de commerce et de prestations de service en ligne situées à l'étranger doivent procéder à leur immatriculation en ligne suivant une procédure simplifiée dont le formulaire est fourni par l'administration fiscale.

Les entreprises qui emploient des personnes résidentes ou non au Gabon, doivent procéder à leur immatriculation sur un imprimé fourni par l'Administration, dans les cinq jours ouvrés qui suivent la signature du contrat de travail.

L'inobservation des obligations prévues au présent article entraîne la sanction prévue par l'article P-1002 ci-dessous. ».

« **Article P-818.-alinéa 2 nouveau** : Les contribuables qui ont commis une erreur ou une omission dans une déclaration relative à l'établissement de leurs impôts et

taxes ont la faculté de souscrire une déclaration rectificative. »

« **Article P 818 ter nouveau** : Les contribuables bénéficiaires d'avantages fiscaux sont tenus de souscrire, au plus tard le 30 avril de chaque année, au moment du dépôt de la Déclaration Statistique et Fiscale en abrégé DSF, une déclaration récapitulative des opérations qui ont bénéficié d'une exonération, d'une prise en charge, d'une réduction d'impôt, d'un abattement ou de toute autre mesure d'allègement fiscal assorti des impôts et taxes théoriques correspondant auxdites opérations, sur un imprimé fourni par l'Administration.

Le défaut de production de cette déclaration est passible des sanctions prévues à l'article P-998 du présent Code.

Ils sont également tenus de produire le cahier de charges détaillant l'exécution annuelle du plan d'investissement et des contreparties tel que prévu par l'article 3 bis nouveau du présent Code.

Le défaut de production de cette déclaration et du cahier de charges est passible des sanctions prévues à l'article P-998 du présent Code. »

Titre 2 : Contrôle de l'impôt

Chapitre 1 : Droit de contrôle

Section 1 : Dispositions générales

« **Article P-833 bis nouveau** : Les agents des Impôts ayant au moins le grade d'Inspecteur ont le pouvoir de vérifier la réalisation des contreparties pour lesquelles les avantages fiscaux sont accordés aux contribuables et, le cas échéant, de redresser et de suspendre ces mesures de faveur. »

Titre 4 : Sanctions

Chapitre 1 : Sanctions fiscales

Section 3 : Pénalités particulières

Sous-section 2 - Non-dépôt ou hors-délais d'une demande d'immatriculation et défaut d'adhésion aux téléprocédures

« **Article P-1002 nouveau** : Le défaut d'adhésion aux téléprocédures pour les entreprises astreintes à cette obligation est sanctionné d'une amende de cinq millions (5.000.000) francs CFA par an à compter de l'exercice au titre duquel elles sont rattachées à la Direction des Grandes Entreprises ou aux Centres des Impôts des Moyennes Entreprises. »

Section 4 : Sanctions spécifiques aux droits d'enregistrement relatives au défaut de présentation des actes à la formalité de l'enregistrement

« **Article P-1018 nouveau** : Le défaut d'enregistrement des actes de sociétés dans les conditions et délais fixés à l'article 485 du présent Code, donne lieu au paiement d'une pénalité par l'application sur les droits dus d'un taux de 10% le premier mois et 3% pour les mois suivants, plafonné à 50% du montant des droits exigibles. »

A- Des dispositions non codifiées

La Procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale

Article 5 : Les dispositions de l'article 5 de la loi n°014/2019 du 22 janvier 2020 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 relatives à la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 5 nouveau** : Par l'effet des dispositions de la présente loi, il est institué, pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022, une procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale.

Cette procédure, sans application de sanction, concerne les contribuables qui, soit exercent dans le secteur informel et n'ont jamais déclaré leurs activités auprès des services fiscaux, soit ont déjà été immatriculés mais n'ont jamais souscrit de déclarations périodiques et sont devenus défaillants. »

« **L'alinéa 2 ancien est supprimé.** »

Article 6 : Les dispositions de l'article 6 de la loi n°014/2019 du 22 janvier 2020 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 relatives à la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale, sont abrogées.

Article 7 : A l'exception des avantages consentis dans les conventions en cours d'exécution, les exonérations concédées aux investisseurs éligibles dans les ZERP, ZIS, ZES et aux PME-PMI ne peuvent excéder pour :

- les ZERP, ZIS et ZES cinq (5) ans ;
- les PME-PMI trois (3) ans.

Toutes exonérations fiscales accordées par les textes particuliers autres que la loi de finances sont abrogées.

B- Des Dispositions douanières

Section 1 : Des mesures incitatives en faveur de l'industrie du bois

Article 8 : Les dispositions de l'article 17 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 17 nouveau** : Les matériels, machines, équipements, outillages et matériaux destinés directement, exclusivement et définitivement à la transformation du bois bénéficient, à l'importation, d'un taux global réduit à 5%.

Les matériels, machines et biens d'équipement exclusivement destinés à la transformation du bois, importés provisoirement, sont admis au bénéfice de l'admission temporaire normale, conformément au Code des Douanes de la CEMAC. ».

Article 9 : Les dispositions de l'article 18 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 18 nouveau** : Le bénéfice de l'exonération ou de l'admission temporaire est accordé par l'administration des douanes et des droits indirects, à la demande de la société. Cette demande doit être déposée au plus tard quinze jours avant l'arrivée des marchandises sur production :

- de l'avis favorable du plan d'investissement délivré par le ministère technique ;
- d'un programme général d'importation ;
- de la liste itemisée des marchandises sous leur dénomination commerciale, reprenant la rubrique tarifaire, agréé par l'administration des douanes ;
- des factures indiquant les quantités et les valeurs FOB ou CAF desdites marchandises ;
- de l'engagement express de respecter les règles du Code des Douanes, notamment celles relatives à la destination et à l'utilisation des marchandises admises en exonération ou en suspension des droits et taxes. »

Article 10 : Les dispositions de l'article 19 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 19 nouveau** : Les matériels, machines et équipements importés sous les régimes définis dans la présente section ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être cédés ou prêtés sans l'autorisation de l'administration des douanes et droits indirects. »

Article 11 : La liste des matériels et matériaux bénéficiant du taux réduit à 5% est définie par un arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé des Eaux et Forêts.

Article 12 : Les dispositions de l'article 20 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 20 nouveau** : Les entreprises agréées bénéficient des présentes dispositions pendant une période de trois (3) ans à compter de la première importation en régimes économiques et privilégiés. »

Section 2 : Des mesures incitatives en faveur du secteur de l'habitat social

Article 13 : Les dispositions de l'article 26 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 26 nouveau** : Les matériels, machines, matériaux et biens d'équipement importés par les entreprises agréées dans le secteur de l'habitat social et destinés, directement, exclusivement et définitivement, à la construction des logements sociaux sont importés au taux global réduit de 5%.

Les matériels, machines et biens d'équipement destinés directement et exclusivement à la construction des logements sociaux, importés provisoirement, sont admis au bénéfice de l'admission temporaire normale, conformément au Code des Douanes de la CEMAC. »

Article 14 : Les dispositions de l'article 27 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 27 nouveau** : Le bénéfice de l'exonération ou de l'admission temporaire est accordé par l'administration des douanes et des droits indirects, à la demande de la société. Cette demande doit être déposée au plus tard quinze jours avant l'arrivée des marchandises sur production :

- de l'avis favorable du plan d'investissement délivré par le ministère technique ;
- d'un programme général d'importation ;
- de la liste itemisée des marchandises sous leur dénomination commerciale, reprenant la rubrique tarifaire, agréée par l'administration des douanes ;
- des factures indiquant les quantités et les valeurs FOB ou CAF desdites marchandises ;
- de l'engagement express de respecter les règles du Code des Douanes, notamment celles relatives à la destination et à l'utilisation des marchandises admises en exonération ou en suspension des droits et taxes. »

Article 15 : Les dispositions de l'article 28 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 28 nouveau** : Les matériels, machines et équipements, outillages et matériaux importés sous les régimes définis dans la présente section ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être cédés ou prêtés sans l'autorisation de l'administration des douanes et droits indirects. »

Article 16 : La liste des matériels, machines et équipements, outillages et matériaux pouvant bénéficier du taux réduit à 5% sous les conditions fixées aux articles précédents, est établie par un arrêté conjoint du

Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé de l'Habitat.

Article 17 : Les dispositions de l'article 29 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 29 nouveau :** Les entreprises agréées bénéficient des présentes dispositions pendant toute la durée de l'homologation, de la convention ou du marché signé avec l'Etat. »

Section 3 : Des mesures incitatives en faveur des investissements touristiques

Article 18 : Les dispositions de l'article 30 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 30 nouveau :** Les matériels, machines et biens d'équipement importés par les entreprises agréées dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, présentant un montant minimum d'investissement de huit cents millions (800.000.000) FCFA et destinés directement, exclusivement et définitivement à la construction et à l'exploitation des infrastructures touristiques sont importés au taux global réduit à 5%.

Les matériels, machines, matériaux et biens d'équipement importés provisoirement, sont admis au bénéfice de l'admission temporaire normale, conformément au Code des Douanes de la CEMAC. »

Article 19 : Les dispositions de l'article 31 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 31 nouveau :** Le bénéfice de l'exonération ou de l'admission temporaire est accordé par l'administration des douanes et des droits indirects, à la demande de la société. Cette demande doit être déposée au plus tard quinze jours avant l'arrivée des marchandises sur production :

- de l'avis favorable du plan d'investissement délivré par le ministère technique ;
- d'un programme général d'importation ;
- de la liste itemisée des marchandises sous leur dénomination commerciale, reprenant la rubrique tarifaire, agréé par l'administration des douanes ;
- des factures indiquant les quantités et les valeurs FOB ou CAF desdites marchandises ;
- de l'engagement express de respecter les règles du Code des Douanes, notamment celles relatives à la destination et à l'utilisation des marchandises admises en exonération ou en suspension des droits et taxes. »

Article 20 : Les dispositions de l'article 32 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les

ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 32 nouveau :** Les matériels, machines et équipements importés sous les régimes définis dans la présente section ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être cédés ou prêtés sans l'autorisation de l'administration des douanes et droits indirects. »

Article 21 : La liste des matériels et matériaux bénéficiant du taux réduit à 5% est définie par un arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé du Tourisme.

Article 22 : Les dispositions de l'article 33 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 33 nouveau :** Les entreprises agréées bénéficient des présentes dispositions pendant une période de trois (3) ans à compter de la première importation en régime privilégié. »

Section 4 : Des mesures incitatives en faveur du secteur agricole

Article 23 : Les dispositions de l'article 34 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 34 nouveau :** Les intrants, notamment les engrais, la provende, les produits phytosanitaires et zoo-sanitaires nécessaires aux activités agricoles et importés par les exploitants agricoles sont exonérés des droits et taxes à l'importation.

Les matériels, machines, matériaux, biens d'équipement, les matériaux de construction de bâtiments, les outils, les pièces détachées, importés par les entreprises agréées dans le secteur agricole et destinés directement, exclusivement et définitivement à l'exploitation agricole sont importés au taux global réduit à 5% des droits et taxes à l'importation.

Les matériels, machines et biens d'équipement destinés directement et exclusivement aux activités agricoles, importés provisoirement, sont admis au bénéfice de l'admission temporaire normale, conformément au Code des Douanes de la CEMAC. »

Article 24 : Les dispositions de l'article 35 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 35 nouveau :** Le bénéfice de l'exonération du taux réduit à 5% ou de l'admission temporaire est accordé par l'administration des douanes et droits indirects, à la demande de l'entreprise. Cette demande doit être déposée au plus tard quinze (15) jours avant l'arrivée des marchandises sur production :

-de l'avis favorable du plan d'investissement délivré par le ministère technique ;
-d'un programme général d'importation ;
-de la liste itemisée des marchandises sous leur dénomination commerciale, reprenant la rubrique tarifaire, agréé par l'administration des douanes ;
-des factures indiquant les quantités et les valeurs FOB ou CAF desdites marchandises ;
-de l'engagement express de respecter les règles du Code des douanes, notamment celles relatives à la destination et à l'utilisation des marchandises admises en exonération ou en suspension des droits et taxes. »

Article 25 : Les dispositions de l'article 36 de la loi n°011/2012 du 08 janvier 2013 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2013, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 36 nouveau :** Les biens énumérés à l'article 25 importés sous les régimes définis dans la présente section ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être cédés ou prêtés sans l'autorisation de l'administration des douanes et droits indirects. »

Article 26 : La liste des biens énumérés à l'article 25 bénéficiant de l'exonération et du taux réduit à 5% est définie par un arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé de l'Agriculture.

Article 27 : Les entreprises agréées bénéficient des présentes dispositions pendant une période de trois ans à compter de la première importation en régimes économiques et privilégiés.

Section 5 : Des mesures incitatives en faveur des industries du ciment

Article 28 : Les dispositions de l'article 30 de la loi n°014/2011 du 02 janvier 2012 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2012, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 30 nouveau :** En phase de construction, les matériels, matériaux et équipements directement nécessaires à la construction d'une cimenterie et exclusivement utilisés à cet effet, sont admis en exonération des droits et taxes de douane.

L'admission en exonération des droits et taxes de douane s'étend également aux pièces de rechange spécifiques des machines et équipements importés pour la construction de l'usine, à l'exception des pièces et des fournitures d'emploi général.

Les matériels, machines et biens d'équipement destinés directement et exclusivement à la construction de la cimenterie, importés provisoirement, sont admis au bénéfice de l'admission temporaire normale, conformément au Code des Douanes de la CEMAC.

Les exonérations prévues par le présent article prennent fin dès la réception de l'usine. »

Article 29 : Les dispositions de l'article 31 de la loi n°014/2011 du 02 janvier 2012 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2012, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 31 nouveau :** En phase d'exploitation, les importations des matières premières, intrants et emballages nécessaires à la production de ciment exclusivement utilisés à cet effet, et non immédiatement disponibles sur le marché local, y compris charbon, coke de produits pétroliers, plâtre, cendres volantes, bauxite et fer sont importés au taux global réduit à 5%. »

Article 30 : Les dispositions de l'article 32 de la loi n°014/2011 du 02 janvier 2012 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2012, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 32 nouveau :** Le bénéfice de l'exonération, de l'admission temporaire ou du taux réduit à 5% est accordé par l'administration des douanes et droits indirects, à la demande de la société, quinze jours avant l'arrivée des marchandises sur production :

-de la convention minière ;
-d'un programme général d'importation ;
-de la liste itemisée des marchandises sous leur dénomination commerciale, indiquant la rubrique tarifaire sous laquelle elles sont classées. Cette liste, qui tient lieu d'affectation, est préalablement visée par l'Administration en charge des mines et de la géologie ;
-des factures indiquant les quantités et les valeurs FOB ou CAF desdites marchandises ;
-de l'engagement express de respecter les règles du Code des douanes, notamment celles relatives à la destination et à l'utilisation des marchandises admises en exonération ou en suspension des droits et taxes. »

Article 31 : Les dispositions de l'article 33 de la loi n°014/2011 du 02 janvier 2012 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2012, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 33 nouveau :** Les biens visés aux articles 29 et 30, importés sous les régimes définis dans la présente section ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être cédés ou prêtés sans l'autorisation de l'administration des douanes et droits indirects. »

Article 32 : Les dispositions de l'article 34 de la loi n°014/2011 du 02 janvier 2012 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2012, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 34 nouveau :** La liste des matériels et matériaux à exonérer ou soumis au taux réduit à 5% est établie par un arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé de l'Industrie. »

Article 33 : Les entreprises agréées bénéficient des présentes dispositions pendant une période de trois ans à compter de la première importation en régimes économiques et privilégiés.

D- Des dispositions diverses

Section 1 : Dispositions relatives à l'approbation des dispositions fiscales conventionnelles

Article 34 : La présente loi de finances approuve les dispositions fiscales contenues dans le contrat signé le 15 juin 2013 entre l'Etat gabonais et la société AVIC INTL portant sur la construction et l'équipement de trois centres de formation et de perfectionnement professionnel au Gabon. Ces dispositions entrent en vigueur à compter de la date de publication de la présente loi de finances.

Article 35 : La présente loi de finances approuve les dispositions fiscales contenues dans le contrat signé en septembre 2017 entre l'Etat gabonais et la Société des Terminaux à Conteneurs du Gabon portant sur l'exploitation du nouveau terminal à conteneurs du port d'Owendo. Ces dispositions entrent en vigueur à compter de la date de publication de la présente loi de finances.

Section 2 : Dispositions relatives à l'emprunt obligataire Eurobonds

Article 36 : Le Gouvernement est autorisé à émettre des obligations internationales, appelées Eurobonds, sur le marché financier international pour un montant équivalant à la somme de neuf cents millions (900.000.000) de Dollars américains pour un taux de change à l'incertain de cinq cent cinquante (550) FCFA soit quatre cent quatre-vingt-quinze milliards (495.000.000.000) FCFA.

Dans le cadre de ladite émission obligataire, il est consenti à titre exceptionnel, une exonération de tout impôt, droit et taxe de toute nature dû sur les sommes à payer par l'Etat en principal et en intérêt aux bénéficiaires non-résidents fiscaux en zone CEMAC.

CHAPITRE 2 : DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 37 : Les dispositions de l'article 10 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 10 nouveau :** Les recettes budgétaires sont évaluées à mille sept cent six milliards dix-sept millions huit cent trente-huit mille cent cinquante-huit (1.706.017.838.158) FCFA dont cinquante-cinq milliards sept cent quatre-vingt-dix millions six cent soixante-dix mille six cent cinquante-huit (55.790.670.658) FCFA au titre des dons.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions FCFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

Titres et catégories	Montant (en millions de FCFA)		Ecart PLFR 2021/LFI 2021	
	LFI 2021	PLFR 2021	Valeur	%
RECETTES BUDGETAIRES				
Titre 1 : Recettes fiscales	1 442 269	1 127 211	- 315 058	-22%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	38 950	55 791	16 841	43%
Titre 3 : Cotisations sociales	42 737	42 737	-	0%
Titre 4 : Autres recettes	437 353	480 279	42 925	10%
TOTAL RECETTES	1 961 310	1 706 018	- 255 292	-13%

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions de FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFR 2021/LFI 2021	
		LFI 2021	LFR 2021	Valeur	%
71*	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 442 269	1 127 211	-315 058	-22%
711*	Impôts sur les sociétés	424 326	291 732	-132 594	-31%
7111-1	Sociétés pétrolières	120 600	61 732	-58 868	-49%
7111-2	Sociétés minières	55 695	33 389	-22 306	-40%
7111-4	Retenues à la source	45 407	31 891	-13 515	-30%
7111-3	Autres sociétés	202 624	164 719	-37 905	-19%
712*	Impôts sur les personnes	254 993	177 700	-77 293	-30%
7121-1	Impôts sur le revenu des personnes physiques	17 168	50 777	33 609	196%
7121-2	Acomptes versés par les salariés	116 984	93 984	-22 999	-20%

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFR 2021/LFI 2021	
		LFI 2021	LFR 2021	Valeur	%
7121-3	Taxe complémentaire sur les salaires	35 105	32 098	-3 007	-9%
7121-5	Impôts forfaitaires sur le revenu	78 026	827	-77 198	-99%
7121-8	Autres impôts sur les personnes	7 711	14	-7 698	-100%
7142-3	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	15 050	11 281	-3 770	-25%
7180-1	Taxe de formation professionnelle	2 449	2 449	0	0%
	Droits et taxes sur la propriété	13 684	11 015	-2 669	-20%
7143-*	Droits de mutations	9 343	7 512	-1 831	-20%
7144-4	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	4 341	3 503	-838	-19%
	Taxes sur les biens et services	374 114	305 191	-68 923	-18%
7244-1	Redevance d'Usure de la Route	13 516	10 906	-2 609	-19%
7144-5	Taxe sur les carburants	1 618	1 618	0	0%
7141-1	Taxe sur la valeur ajoutée	278 935	220 618	-58 317	-21%
7142-1	Droits d'accises	25 570	20 634	-4 937	-19%
7211-8	Taxe sur les jeux de hasard	2 179	1 758	-421	-19%
7144-1	Taxe sur les Transferts	2 627	2 627	0	0%
7180-1	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	6 323	6 323	0	0%
7145-*	Contribution Spéciale de solidarité	20 942	16 899	-4 043	-19%
7145-*	Redevance audiovisuelle	2 049	2 049	0	0%
7145-*	Taxe sur les véhicules de luxe	0	0	0	-
7145-*	Taxe immatriculation personnalisée	0	0	0	-
7145-*	Taxe sur les retraites	1	1	0	0%
7145-*	Taxe des lotisseurs	1	1	0	0%
7145-*	Taxe de fermage DG forêts	135	469	334	247%
7145-*	Taxe de transferts forestiers DG forêts	1 000	798	-202	-20%
7243-1	Redevance Universelle	2 400	2 400	0	0%
7145-*	Contribution Spéciale de l'Eau	1 050	1 050	0	0%
7145-*	Contribution Spéciale de l'Electricité	6 900	6 900	0	0%
7335-2	Ristournes Licence de transports	200	200	0	0%
7335-2	Ristournes Cartes grises	150	150	0	0%
7335-2	Ristournes Permis de conduire	100	100	0	0%
7334-5	Ristournes DG Forêts	0	0	0	-
7334-5	Amendes DG Forêts	6 400	800	-5 600	-88%
7334-5	Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	0	0	0	-
7334-2	Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	0	0	0	-
7335-1	Ristournes DG Marine Marchande	284	284	0	0%
7337-9	Ristournes AGASA	0	0	0	-
7337-9	Ristournes DGCC	1 033	1 033	0	0%
7337-9	Ristournes CNLCEI	700	700	0	0%
7337-9	Frais de passation des Marchés publics	0	5 300	5 300	-
7337-9	Frais d'attestation de non exclusion Marchés publics	0	6,5	7	-
7337-9	Frais de procédures judiciaires	0	1 566	1 566	-
715-*	Droits et taxes de douanes	333 282	304 297	-28 985	-9%
7151-*	Droits et taxes à l'importation	293 287	268 027	-25 260	-9%
7151-8	Taxe communautaire d'Intégration	6 608	6 015	-593	-9%
7151-8	Contribution Communautaire d'Intégration	1 509	1 389	-119	-8%
7151-8	Prélèvement OHADA	2 486	2 265	-221	-9%
7151-8	Contribution au financement de l'U.A.	580	531	-48	-8%
7153-5	Redevance informatique	14 853	13 575	-1 278	-9%
7154-3	Contentieux (Amendes)	490	443	-47	-10%
7153-1	Travail Extra Legal	77	71	-6	-8%
7151-2	Droit de douane import	128 884	116 726	-12 157	-9%
7141-3	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	117 182	108 172	-9 010	-8%
7151-5	Droit d'accises	10 257	9 371	-886	-9%
7151-7	Surtaxe temporaire	73	67	-6	-8%
7151-8	Précompte IRPP	128	117	-12	-9%
7151-8	Intérêt de crédit	858	787	-71	-8%
7151-8	Contribution Spéciale de Solidarité	9 239	8 440	-799	-9%

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFR 2021/LFI 2021	
		LFI 2021	LFR 2021	Valeur	%
	(CSS)				
7153-2	Magasinage	44	40	-4	-8%
7151-8	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	19	17	-2	-8%
7151-8	Ventes aux enchères	0	0	0	-
7152-*	Droits et taxes à l'exportation	39 995	36 270	-3 725	-9%
7152-2	Droit de sortie Mines	24 449	22 175	-2 274	-9%
7152-8	Taxe d'abattage et droit de sortie/Bois débités et ouvrages	15 347	13 918	-1 429	-9%
7151-6	Timbre Douanier	6	7	1	13%
7152-8	Taxe sur les produits minéraux	192	170	-23	-12%
	Autres recettes fiscales	24 371	23 547	-823	-3%
7111-8	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	7 867	7 734	-133	-2%
7111-8	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	1	1	0	0%
	Taxe de superficie DG forêts	12 007	12 007	0	0%
7180-1	Autres taxes	4 495	3 805	-691	-15%
721*	TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	38 950	55 791	16 841	43%
741*	Dons, legs et fonds de concours	38 950	55 791	16 841	43%
725*	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	42 737	42 737	0	0%
7251-*	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	29 313	29 313	0	0%
7251-*	Cotisations CNAMGS	13 424	13 424	0	0%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	437 353	480 279	42 925	10%
7741*	Revenus des participations	10 822	11 822	1 000	9%
7741-1	Participations dans les sociétés pétrolières	7 200	7 200	0	0%
7741-2	Participations dans les sociétés minières	1 000	2 000	1 000	100%
7741-9	Participations dans les autres sociétés	2 622	2 622	0	0%
7281-1	Revenus du domaine foncier	2 950	2 950	0	0%
7212-*	Revenus du domaine pétrolier	348 004	413 683	65 679	19%
7311-*	Ventes Etat Gaz		14 000	14 000	-
7212-1	Redevance pétrolière	191 135	211 915	20 781	11%
7311-1	Contrat de partage	121 760	145 768	24 008	20%
7311-1	dont transferts à SOGARA	12 200	12 200	0	0%
7212-2	Redevance superficière	3 110	2 000	-1 110	-36%
7311-*	Boni sur attribution de permis	32 000	40 000	8 000	25%
7213-*	Revenus du domaine minier	1 055	1 055	0	0%
7211-*	Revenus du domaine forestier	4 281	4 281	0	0%
	Recettes diverses non fiscales	40 240	46 486	6 246	16%
	Recettes de régies (R7 affectées)	33 384	36 430	3 046	9%
7145-3	. Patentes	4 970	4 970	0	0%
7145-6	. Licences	294	294	0	0%
7145-4	. Foncier bâti	9 802	9 802	0	0%
7145-5	. Foncier non bâti	1 103	1 103	0	0%
7145-1	. Impôt Synthétique Libérateur	2 228	2 228	0	0%
7145-2	. Fonds National de l'habitat	7 787	7 787	0	0%
7180-1	. Contribution pour les ordures ménagères	7 200	10 246	3 046	42%
7333-*	Redevance Examen et concours	1 000	1 000	0	0%
7338-*	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	300	300	0	0%
7337-2	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	65	65	0	0%
7338-*	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	454	454	0	0%
7338-8	Revenus du patrimoine immobilier	156	156	0	0%
7338-8	ROPPRON	100	100	0	0%
7338-8	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	300	300	0	0%

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFR 2021/LFI 2021	
		LFI 2021	LFR 2021	Valeur	%
7338-8	Redevance pour Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	360	360	0	0%
7338-8	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	100	100	0	0%
7338-8	Ventes de bois illégal ou abandonné		3 200	3 200	-
7380-8	Autres recettes	4 021	4 021	0	0%
7543-1	Ventes de biens et services	30 000	0	-30 000	-100%
	TOTAL RECETTES PROPRES	1 961 310	1 706 018	-255 292	-13%

CHAPITRE 3 : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 38 : Les dispositions de l'article 11 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 11 nouveau :** Les recettes et les contributions ci-après sont entièrement recouvrées au profit des bénéficiaires visés ci-dessous :

Tableau d'affectation des recettes (en pourcentage)

Compte PCE	Nature de la recette	ETAT	Collectivités	CAS Val. Pat	CNAMGS	Péréquation Collectivités	CAS Promo Sport ANPN	CAS Fin. Habitat	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof. CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Scc Univ.	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	CAS Pensions	CAS Sal Pub	ADP Exam Concours	ADP Travail
7111-1	Sociétés pétrolières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7111-2	Sociétés minières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7111-4	Retenues à la source	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7111-3	Autres sociétés	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7121-3	Taxe complémentaire sur les salaires	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7121-5	Impôts forfaitaires sur le revenu	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7121-8	Autres impôts sur les personnes	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7142-3	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7180-1	Taxe de formation professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7244-1	Redevance d'Usure de la Route	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7141-1	Taxe sur la valeur ajoutée	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7144-1	Taxe sur les Transferts	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7180-1	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Contribution Spéciale de solidarité	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Redevance audiovisuelle	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Taxe sur les véhicules de luxe	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Taxe immatriculation personnalisée	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Taxe sur les retraits	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Taxe des lotisseurs	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7243-1	Redevance Universelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Contribution Spéciale de l'Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0
7145-*	Contribution Spéciale de l'Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0

Compte PCE	Nature de la recette	ETAT	Collectivités	CAS Val. Pat	CNAMGS	Péréquation Collectivités	CAS Promo Sport	CAS Fin. Habitat ANPN	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	Union Africaine OHADA	CAS Scc Univ.	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	CAS Pensions	CAS Sal Pub	ADP Exam Concours	ADP Travail
7334-5	Ristournes DG Forêts	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7334-5	Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7334-2	Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7337-9	Ristournes AGASA	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Taxe communautaire d'Intégration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Contribution Communautaire d'Intégration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Prélèvement OHADA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Contribution au financement de l'U.A.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0
7153-5	Redevance informatique	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7154-3	Contentieux (Amendes)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7153-1	Travail Extra Légal	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-2	Droit de douane import	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7141-3	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-5	Droit d'accises	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-7	Surtaxe temporaire	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Précompte IRPP	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Intérêt de crédit	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7153-2	Magasinage	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Ventes aux enchères	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7152-2	Droit de sortie Mines	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-6	Timbre Douanier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7152-8	Taxe sur les produits minéraux	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7111-8	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7180-1	Autres taxes	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
741*	Dons, legs et fonds de concours	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7251-*	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0
7251-*	Cotisations CNAMGS	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7741-1	Participations dans les sociétés pétrolières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7281-1	Revenus du domaine foncier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7311-*	Ventes Etat Gaz	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7212-1	Redevance pétrolière	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7311-1	Contrat de partage	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7212-2	Redevance superficiare	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7311-*	Boni sur attribution de permis	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7211-*	Revenus du domaine forestier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-2	. Fonds National de l'habitat	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7180-1	. Contribution pour les ordures ménagères	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 0 0	0	0
7333-*	Redevance Examen et concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0

Compte PCE	Nature de la recette	ETAT	Collectivités	CAS Val. Pat	CNAMGS	Péréquation Collectivités	CAS Promo Sport	CAS Fin. Habitat ANPN	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Sse Univ.	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	CAS Pensions	CAS Sal Pub	ADP Exam Concours	ADP Travail
7338-*	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
7337-2	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
7338-*	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
7338-8	Revenus du patrimoine immobilier	0	0	1 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7338-8	ROPPRON	0	50	5 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7543-1	Ventes de biens et services	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Article 39 : Les dispositions de l'article 12 de loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 12 nouveau :** Les autres affectations ci-dessus font l'objet de la répartition ci-après :

Tableau des autres affectations de recettes (en pourcentage)

Compte PCE	Nature de la recette	ETAT	Collectivités	CAS Val. Pat	Péréquation Collectivités	CAS Promo Sport	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Doc Transp	ADP Marine Marchande	SEM	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds Sout Minier	Agence d'exécution de la filière forêt bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence	CNLCEI	ARMF
7121-1	Impôts sur le revenu des personnes physiques	92,60	6,93	0	0,47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7121-2	Acomptes versés par les salariés	92,60	6,93	0	0,47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7143-*	Droits de mutations	99,70	0,30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7144-4	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	70	0	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7144-5	Taxe sur les carburants	3,30	96,70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7142-1	Droits d'accises	78,50	0	0	0	20,50	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7211-8	Taxe sur les jeux de hasard	60	0	0	0	30	1 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-*	Taxe de fermage DG forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0
7145-*	Taxe de transferts forestiers DG forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0
7335-2	Ristournes Licence de transports	60	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7335-2	Ristournes Cartes grises	60	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7335-2	Ristournes Permis de conduire	60	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7334-5	Amendes DG Forêts	57,10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42,90	0	0	0	0
7335-1	Ristournes DG Marine Marchande	60	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7337-9	Ristournes DGCC	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66	0	0
7337-9	Ristournes CNLCEI	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50	0
7337-9	Frais de passation des Marchés publics	50,20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49,8 0
7337-9	Frais d'attestation de non exclusion Marchés publics	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
7337-9	Frais de procédures judiciaires	65,95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34, 05	0	0	0	0	0	0	0	0
7152-8	Taxe d'abattage et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages	80,35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19,65	0	0	0	0
7111-8	Produit des droits,	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0

Compte PCE	Nature de la recette	ETAT	Collectivités	CAS Val. Pat	Péréquation Collectivités	CAS Promo Sport	ANPN	ADP Lutte anti-tabcac	ADP Doc Transp	ADP Marine Marchande	SEM	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds Sout Minier	Agence d'exécution de la filière forêt bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence	CNLCEI	ARMP
	amendes et pénalités sur activités minières																			
7111-8	Taxe de superficie DG forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0
7741-2	Participations dans les sociétés minières	87,50	0	0	0	0	0	0	0	0	12,50	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7741-9	Participations dans les autres sociétés	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25	0	0	0
7213-*	Revenus du domaine minier	95	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-3	. Patentes	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-6	. Licences	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-4	. Foncier bâti	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-5	. Foncier non bâti	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-1	. Impôt Synthétique Libératoire	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7338-8	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0
7338-8	Redevance pour Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0
7338-8	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0
7338-8	Ventes de bois illégal ou abandonné	35,15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64,85	0	0	0	0
7380-8	Autres recettes	99,70	0,30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 40 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux, en vue de couvrir leurs charges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 41 : Les comptes d'affectation spéciale intitulés *Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Service universel des communications électroniques, Salubrité publique, Financement de l'habitat et Valorisation du patrimoine de l'Etat* sont reconduits.

Article 42 : Pour tous les comptes d'affectation spéciale, à l'exception de ceux relatifs aux *Pensions*, aux *Prestations familiales et sociales* et à la *Salubrité publique*, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale *Pensions* sont plafonnés à 5% de la part patronale des dépenses de pension.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale *Salubrité publique* sont plafonnés à 1% des dépenses de ce compte.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale *Prestations familiales et sociales*.

Article 43 : La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de son impact sur l'inflation et de sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée.

Cette évaluation préalable doit être transmise au Parlement.

B- Des dispositions relatives aux comptes de garanties

Article 44 : Les dispositions de l'article 19 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 restent inchangées.

Article 45 : Les dispositions de l'article 20 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 restent inchangées.

C- Des dispositions relatives aux attributions et fonds de concours

Article 46 : Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par certains services de l'Etat font l'objet d'attributions de produits, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

La recette n'est définitivement acquise au bénéficiaire qu'après réalisation des prestations.

Article 47 : Les plafonds de dépenses liées aux recettes affectées, fixés par la présente loi de finances, peuvent être levés en cas d'excédent sur les prévisions initiales. La levée de ces plafonds est effectuée par le responsable de la régulation budgétaire, à la demande dûment motivée du bénéficiaire.

Article 48 : Les dispositions de l'article 23 de loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 23 nouveau :** Au titre de l'exercice 2021, les prélèvements opérés au profit des attributions de produits visées aux articles 10 et 11 ci-dessus, sont évalués à **cinq milliards soixante-onze millions neuf cent vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-trois (5.071.925.683) FCFA**, et se répartissent comme suit :

Titres et catégories	LFI 2021	LFR 2021	Ecart LFR 2021/LFI 2021	
			Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	4 588	5 072	484	11%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	256	206	-49	-19%
Licence de transports (DGTT)	80	80	0	0%
Cartes grises (DGTT)	60	60	0	0%
Permis de conduire (DGTT)	40	40	0	0%
DG Marine Marchande	114	114	0	0%
Fonds de soutien minier	0,70	0,70	0	0%
Redevance Examen et concours	1 000	1 000	0	0%
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	210	210	0	0%
Redevance pour Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	252	252	0	0%
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	70	70	0	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	300	300	0	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	65	65	0	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	454	454	0	0%
Ristournes DGCC	682	682	0	0%
Ristournes CNLCEI	350	350	0	0%
Produits des procédures judiciaires	0	533	533	-
Fonds Souverain de la République Gabonaise	656	656	0	0%

Article 49 : Les dispositions de l'article 24 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 24 nouveau :** Il est ouvert un fonds de concours alimenté par les ressources issues de la Provision pour Investissement Diversifié évaluées à **vingt-neuf milliards sept soixante-six millions neuf cent cinq mille neuf cent quatre-vingt-un (29.766.905.981) FCFA**. Ce plafond n'a pas un caractère limitatif. »

Article 50 : Les dispositions de l'article 25 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 25 nouveau** : Les recettes et les dépenses liées aux fonds de concours sont évaluées en équilibre à **vingt-neuf milliards sept soixante-six millions neuf cent cinq mille neuf cent quatre-vingt-un (29.766.905.981) FCFA.** »

CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 51 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 52 : Les dispositions de l'article 27 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 27 nouveau** : Pour l'année budgétaire 2021, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à **vingt-cinq milliards deux cent quatre-vingt-douze millions quatre cent quinze mille deux cent quatre (25.292.415.204) FCFA**, et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	LFI 2021	LFR 2021	LFR 2021/Ecart LFI 2021	
			Valeurs	%
Impôts sur le revenu des personnes physiques y compris précompte IRPP forestier	1 303	3 519	2 216	170%
Péréquation Collectivités	671	680	10	1%
Acomptes versés par les salariés	8 540	6 513	-2 027	-24%
Impôts forfaitaires sur le revenu	0	0	0	-
Taxe sur les carburants	1 564	1 564	0	0%
Patentes	3 479	3 479	0	0%
Licences	206	206	0	0%
Foncier bâti	6 862	6 862	0	0%
Foncier non bâti	772	772	0	0%
ISL	1 560	1 560	0	0%
ROPPRON	50	50	0	0%
Prélèvement libératoire/succession	28	23	-5	-20%
Taxe sur les carrières	53	53	0	0%
Vente de terrains communaux	12	12	0	0%
TOTAL RECETTES	25 099	25 292	193	1%

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 53 : Les dispositions de l'article 28 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 28 nouveau** : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier, sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Elles sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- de la taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI, pour le compte de la CEMAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine. »

Article 54 : Les dispositions de l'article 29 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 29 nouveau** : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à **dix milliards deux cent millions cinq cent soixante-quinze mille neuf cent quarante-cinq (10.200.575.945) FCFA** au titre de l'année 2021. Il se répartit comme suit :

Titres et catégories	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFR 2021/LFI 2021	
	LFI 2021	LFR 2021	Valeurs	%
Contributions Communautaires	11 183	10 201	-982	-8,78%
Taxe communautaire d'Intégration	6 608	6 015	-593	-8,98%
Contribution Communautaire d'Intégration	1 509	1 389	-119	-7,90%
Prélèvement OHADA	2 486	2 265	-221	-8,90%
Contribution à l'Union Africaine	580	531	-48	-8,31%

C- Des dispositions relatives aux établissements publics

Article 55 : Les dispositions de l'article 30 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 30 nouveau :** Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics, estimées à **quarante-huit milliards trois cent quatorze millions quatre cent vingt-huit mille quatre cent quatre-vingt-trois (48.314.428.483) FCFA**, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature de la recette	LFI 2021	LFR 2021	Ecart LFR 2021/LFI 2021	
			Valeurs	%
Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	218	176	-42	-19,31%
Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	30 181	25 339	-4 842	-16,04%
Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	13 424	13 424	0	0,00%
Participations minières (SEM)	250	250	0	0,00%
Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt-bois)	6 505	6 481	-24	-0,37%
Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite		350	350	-
Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)		2 645	2 645	-
TOTAL RECETTES	50 578	48 314	-2 264	-4,48%

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 56 : Les dispositions de l'article 31 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 31 nouveau :** Les dépenses budgétaires de l'Etat pour l'année 2021, sont arrêtées à **mille neuf cent soixante-onze milliards neuf cent soixante-six millions deux cent trente-trois mille soixante-treize (1.971.966.233.073) FCFA**.

Elles comprennent :

-les dépenses du budget général, arrêtées à mille huit cent trente-cinq milliards cent cinquante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-un (1.835.159.982.661) FCFA dont cinq milliards soixante-onze millions neuf cent vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-trois (5.071.925.683) FCFA en attribution de produits, en abrégé ADP, aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvement aux établissements publics ;

-les dépenses des comptes d'affectation spéciale, chiffrées à cent trente-six milliards huit cent six millions deux cent cinquante mille quatre cent douze (136.806.250.412) FCFA.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général

Titres et catégories	LFI 2021	LFR 2021	Écart LFR 2021/LFI 2020	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	272 891	293 628	20 738	8%
Extérieure	172 187	186 216	14 028	8%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	172 187	186 216	14 028	8%
<i>Bilatéraux</i>	26 200	22 577	-3 623	-14%
<i>Multilatéraux</i>	35 831	29 830	-6 001	-17%
<i>Banques</i>	12 933	14 978	2 045	16%
<i>Marchés Financiers</i>	97 222	118 830	21 608	22%

Titres et catégories	LFI 2021	LFR 2021	Écart LFR 2021/LFI 2020	
			Valeur	%
Intérieur	100 703	107 412	6 709	7%
Intérieurs-DGD	81 548	96 233	14 686	18%
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	81 548	96 233	14 686	18%
Banques intérieures	28 703	30 797	2 095	7%
Moratoires	12 409	0	-12 409	-100%
Marchés Financiers	40 436	65 436	25 000	62%
Trésor-dette	19 155	11 179	-7 976	-42%
Facilités de caisse	4 542	2 571	-1 971	-43%
Bons du Trésor Assimilables	13 070	7 720	-5 349	-41%
Autres frais bancaires	1 544	888	-656	-43%
Titre 2. Dépenses de personnel	685 100	685 100	0	0%
Rémunérations du personnel	685 100	685 100	0	0%
dont Solde permanente	632 100	632 100	0	0%
Rémunérations autres catégories de salariés	38 000	38 000	0	0%
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 000	15 000	0	0%
Titre 3. Dépenses de biens et services	230 395	286 007	55 612	24%
Remboursement TVA	60 078	54 078	-6 000	-10%
Dépenses Covid	0	59 760	59 760	-
Autres biens et services	165 729	167 097	1 368	1%
Attributions de Produits	4 588	5 072	484	11%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	256	206	-49	-19%
Licence de transports (DGTT)	80	80	0	0%
Cartes grises (DGTT)	60	60	0	0%
Permis de conduire (DGTT)	40	40	0	0%
DG Marine Marchande	114	114	0	0%
Fonds de soutien minier	0,7	0,7	0,0	0%
ADP Industrie	70	70	0	0%
ADP Commerce	462	462	0	0%
Redevance Examen et concours	1 000	1 000	0	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	300	300	0	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	65	65	0	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	454	454	0	0%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	656	656	0	0%
ADP procédures judiciaires	0	533	533	-
Ristournes DGCC	682	682	0	0%
Ristournes CNLCEI	350	350	0	0%
Titre 4. Dépenses de transfert	195 725	193 689	-2 037	-1%
dont :				
Dons Covid Sinopharm	0	4 400	4 400	-
Soutien des prix des produits pétroliers	12 200	10 700	-1 500	-12%
Dons fonctionnement	2 802	2 802	0	0%
Cotisations internationales	8 202	8 202	0	0%
Bourses	48 660	48 660	0	0%
Samu social	1 400	1 400	0	0%
Provision élections sénatoriales	4 000	2 213	-1 787	-45%
CNAMGS	33 376	30 376	-3 000	-9%
Part patronale	13 524	13 524	0	0%
Filets sociaux	5 923	4 923	-1 000	-17%
Personne âgée	1 797	1 797	0	0%
CNAMGS	2 353	2 353	0	0%
Gratuité des accouchements	9 779	7 779	-2 000	-20%
Institutions	5 870	6 734	863	15%
Autorités administratives indépendantes	1 709	2 286	576	34%
Inhumation et aides aux familles	2 950	3 004	54	2%
Hôpitaux	12 907	12 907	0	0%
dont Covid 19	3 500	3 500	0	0%
Prime d'assurance	1 400	1 400	0	0%
SOGATRA	4 467	4 467	0	0%
TRANS'URB	4 500	4 500	0	0%
Collectivités locales et administration déconcentrée	18 995	17 819	-1 176	-6%
Opérateurs et autres transferts	33 286	31 819	-1 467	-4%
Titre 5. Dépenses d'investissement	483 418	353 310	-130 107	-27%

Titres et catégories	LFI 2021	LFR 2021	Écart LFR 2021/LFI 2020	
			Valeur	%
Financements sur ressources propres	231 674	150 941	-80 733	-35%
Partenariats Public-Privé	2 000	0	-2 000	-100%
Projets sur dons	0	18 822	18 822	-
Projets sur fonds de concours	17 004	29 767	12 763	75%
Financements extérieurs	232 740	153 441	-79 299	-34%
Dépenses Covid	0	340	340	-
Titre 6. Autres dépenses	41 057	23 426	-17 631	-43%
Intérieurs-AJE	14 742	7 000	-7 742	-53%
Protocoles transactionnels	10 000	4 748	-5 252	-53%
Condamnations pécuniaires	3 117	1 480	-1 637	-53%
Séquestres	797	379	-419	-53%
Autres	828	393	-435	-53%
Restructuration des entreprises	18 065	8 065	-10 000	-55%
Coûts sociaux de restructuration	18 065	8 065	-10 000	-55%
Divers	8 250	8 361	111	1%
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	3 000	3 000	0	0%
Autres contentieux	1 500	1 611	111	7%
Garantie de l'État sur PPP	3 750	3 750	0	0%
TOTAL	1 908 586	1 835 160	-73 426	-4%

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 57 : Les dispositions de l'article 32 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 32 nouveau** : Pour l'année 2021, les opérations budgétaires de l'Etat composées des recettes et des dépenses du budget général et des CAS sont respectivement arrêtées à **mille six cent vingt-deux milliards deux cent dix millions quatre cent dix-huit mille cinq cent vingt-six (1.622.210.418.526) FCFA** et à **mille neuf cent soixante-onze milliards neuf cent soixante-six millions deux cent trente-trois mille soixante-treize (1.971.966.233.073) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire général

Recettes	LFR 2021	Dépenses	LFR 2021	Soldes 2021
BUDGET GENERAL				- 349 756
Titre 1. Recettes fiscales	1 095 648	Titre 1. Charges financières de la dette	293 628	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	55 791	Titre 2. Dépenses de personnel	685 100	
Titre 3. Cotisations sociales	13 424	Titre 3. Dépenses de biens et services	286 007	
Titre 4. Autres recettes	462 040	Titre 4. Dépenses de transfert	193 689	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 626 903	Titre 5. Dépenses d'investissement	353 310	
PRELEVEMENTS	- 141 498	Titre 6. Autres dépenses	23 426	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-25 292			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-10 201			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	-41 191			
Prélèvement au profit des prestations familiales	-16 500			
Prélèvement de la CSS (GEF)	-25 339			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	-13 424			
Prélèvement sur les participations au profit de la SEM	- 250			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	- 176			
Prélèvement Agence d'exécution de la filière forêt-bois	-6 481			

Recettes	LFR 2021	Dépenses	LFR 2021	Soldes 2021
Prélèvement Marchés publics	-2 645			
Prélèvement Lutte contre l'enrichissement illicite	- 350			
Dont Évaluation des Fonds de concours et ADP	5 072	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	5 072	
Lutte contre le tabagisme	206	ADP Santé	206	
Redevances Examens et Concours	1 000	ADP examens et concours (DG Examens et concours)	1 000	
Ristournes DG Marine Marchande	114	ADP Marine marchande	114	
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transports terrestre	180	ADP Transport terrestre (DGTT)	180	
Licences, médailles et diplômes sur Travail	819	ADP Travail (DGT)	819	
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	0,7	Fonds de soutien minier	0,7	
Produits des redevances d'agrément technique industriel	70	ADP Industrie	70	
Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	462	ADP Commerce	462	
Participations dans les autres sociétés	655,6	Fonds Souverain de la République Gabonaise	655,6	
Produits des procédures judiciaires	533,2	ADP procédures judiciaires	533,2	
Ristournes DGCC	682	ADP Concurrence	682	
Ristournes CNLCEI	350	ADP CNLCEI	350	
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 485 404	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 835 160	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)				
PENSIONS	70 504	PENSIONS	70 504	-
Titre 3. Cotisations sociales	70 504	Titre 4. Dépenses de transfert	70 504	
Part salariale (y compris agents en détachement)	29 313	Pensions civiles et militaires	62 479	
Part patronale de l'État	41 191	Pensions spéciales	8 025	
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	
Allocations familiales	16 500	Prestations familiales	16 500	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	2 049	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	2 049	
Titre 1. Recettes fiscales	2 049	Titre 3. Dépenses de biens et services	683	
Redevance audiovisuelle	2 049	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 366	
PROMOTION DU SPORT	4 757	PROMOTION DU SPORT	4 757	
Titre 1. Recettes fiscales	4 757	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 379	
Taxe sur les jeux de hasard	528	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 379	
Droits d'accises	4 230			
FORMATION POUR L'EMPLOI	2 449	FORMATION POUR L'EMPLOI	2 449	
Titre 1. Recettes fiscales	2 449	Titre 3. Dépenses de biens et services	816	
Taxe de formation professionnelle	2 449	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 633	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 400	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 400	
Titre 1. Recettes fiscales	2 400	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	
Redevance Universelle	2 400	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 400	
VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	12 164	VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	12 164	
Titre 1. Recettes fiscales	11 957	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 430	
Redevance d'Usure de la Route	10 906	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 734	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	1 051			
Titre 4. Autres recettes	206			
ROPPRON	50			
Revenus du patrimoine immobilier	156			
FINANCEMENT DE L'HABITAT	7 787	FINANCEMENT DE L'HABITAT	7 787	
Titre 4. Autres recettes	7 787	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 557	
Fonds National de l'habitat	7 787	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 229	
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 950	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 950	
Titre 1. Recettes fiscales	7 950	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 385	

Recettes	LFR 2021	Dépenses	LFR 2021	Soldes 2021
Redevance de l'eau	1 050	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 565	
Redevance de l'électricité	6 900			
SALUBRITE PUBLIQUE	10 246	SALUBRITE PUBLIQUE	10 246	
Titre 4. Autres recettes	10 246	Titre 3. Dépenses de biens et services	102	
Redevance des ordures ménagers	10 246	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 143	
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	136 806	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	136 806	
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	1 622 210	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	1 971 966	- 349 756
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				- 349 756
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				- 388 705

Article 58 : Les dispositions de l'article 33 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 33 nouveau :** Le solde budgétaire global fait ressortir un besoin de financement du budget général de **trois cent quarante-neuf milliards sept cent cinquante-cinq millions huit cent quatorze mille cinq cent quarante-sept (349.755.814.547) FCFA.** »

CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 59 : Les dispositions de l'article 34 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 34 nouveau :** Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2021-2023.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Gouvernement est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dettes intérieures.

Le Ministre chargé de l'Economie est seule habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions. »

Article 60 : Les dispositions de l'article 35 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont abrogées.

Article 61 : Les dispositions de l'article 36 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 36 nouveau :** Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **mille soixante-onze milliards huit cent vingt-trois millions cinq cent huit mille cent vingt-deux (1.071.823.508.122) FCFA** contre un niveau de ressources de **mille quatre cent vingt-et-un milliards cinq cent soixante-dix-neuf millions trois cent vingt-deux mille six cent soixante-neuf (1.421.579.322.669) FCFA.**

Il en résulte une capacité de financement de **trois cent quarante-neuf milliards sept cent cinquante-cinq millions huit cent quatorze mille cinq cent quarante-sept (349.755.814.547) FCFA.** Cette capacité de financement vient en équilibre du besoin de financement constaté à l'article 58 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de FCFA, dans le tableau ci-dessous :

Tableau des flux de trésorerie

Charges de trésorerie et de financement	LFI 2021	LFR 2021	Ecart LFR 2021/LFI 2021	
			Valeur	%
Amortissement dette extérieure	217 935	635 271	417 336	191%
Emprunts extérieurs-courants	217 935	605 545	387 610	178%
Bilatéraux	84 961	71 936	- 13 026	-15%
Multilatéraux	68 970	65 605	- 3 365	-5%
Banques	64 004	63 755	- 250	0%
Marché international	-	404 250	404 250	-
Emprunts extérieurs-arriérés		29 726	29 726	-
Bilatéraux		1 408	1 408	-
Multilatéraux		14 625	14 625	-
Banques		13 692	13 692	-
Amortissement des prêts du secteur bancaire	288 165	286 904	- 1 261	0%
Intérieur-DGD	288 165	286 904	- 1 261	0%
Emprunts intérieurs-courants	288 165	286 904	- 1 261	0%
Banques	33 383	52 583	19 199	58%
Moratoires	98 115	77 654	- 20 461	-21%
Marchés Financiers	156 667	156 667	-	0%
Autres amortissements	128 845	146 649	17 804	14%
Instances Trésor de la période précédente	84 845	93 771	8 926	11%
Arriérés de TVA	44 000	44 000	-	0%
Arriérés intérêts-Extérieurs		8 877	8 877	-
Prêts et avances	3 000	3 000	-	0%
Fonds Souverain de la RG	3 000	3 000	-	0%
Total	637 945	1 071 824	433 878	68%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	213 596	338 743	125 147	59%
Tirages sur conventions en cours	213 596	152 941	- 60 155	-28%
Tirages sur nouvelles conventions	-	500	500	-
Tirages sur prêts programmes	-	185 302	185 302	-
Emissions de titres publics	320 200	1 006 000	685 800	214%
Emissions de titres publics sur le Marché international		495 000	495 000	-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	320 200	511 000	190 800	60%
Financement bancaire	189 455	-	- 189 455	-100%
banques commerciales	189 455		- 189 455	-100%
Financement non bancaire	83 789	76 836	- 6 953	-8%
Accumulation des instances	83 789	76 836	- 6 953	-8%
Total	807 040	1 421 579	614 539	76%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	169 095	349 756		
Solde budgétaire global	- 169 095	- 349 756		
Solde net	-	-		

Article 62 : Les dispositions de l'article 37 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 37 nouveau :** Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à **trois mille cent vingt-sept milliards cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions cent soixante mille huit cent vingt-sept (3.127.597.160.827) FCFA.**

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire général

RECETTES DE L'ETAT	LFI 2021	LFR 2021	Valeur	%	DEPENSES DE L'ETAT	LFI 2021	LFR 2021	Valeur	%
BUDGET GENERAL									
Titre 1 : Recettes fiscales	1 406 707	1 095 648	-311 059	-22%	Titre 1. Charges financières de la dette	272 891	293 628	20 738	8%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	38 950	55 791	16 841	43%	Titre 2. Dépenses de personnel	685 100	685 100	0	0%
Titre 3 : Cotisations sociales	13 424	13 424	0	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 395	286 007	55 612	24%
Titre 4 : Autres recettes	422 160	462 040	39 879	9%	Titre 4. Dépenses de transfert	195 725	193 689	-2 037	-1%

					Titre 5. Dépenses d'investissement	483 418	353 310	-130 107	- 27%
					Titre 6. Autres dépenses	41 057	23 426	-17 631	43%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 881 241	1 626 903	-254 339	14%	TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 908 586	1 835 160	-73 426	-4%
PRELEVEMENTS	-141 751	-141 498	252	0%					
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-25 099	-25 292	-193	1%					
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-11 183	-10 201	982	-9%					
Prélèvement au profit des établissements publics et assimilés	-50 578	-48 314	2 264	-4%					
Prélèvement au profit des prestations sociales et part patronale des pensions	-54 891	-57 691	-2 800	5%					
COMPTES SPECIAUX									
Titre 1. Recettes fiscales	35 562	31 563	-3 999	-11%	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 228	9 353	-875	-9%
Titre 3. Cotisations sociales	84 204	87 004	2 800	3%	Titre 4. Dépenses de transfert	84 204	87 004	2 800	3%
Titre 4. Autres recettes	15 193	18 239	3 046	20%	Titre 5. Dépenses d'investissement	40 527	40 449	-78	0%
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	134 959	136 806	1 847	1%	TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	134 959	136 806	1 847	1%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT									
Tirages	213 596	338 743	125 147	59%	Amortissement dette extérieure	217 935	635 271	417 336	191 %
Partenariats Public-Privé	0	0	0	-	Amortissement des prêts du secteur bancaire	288 165	286 904	-1 261	0%
Émissions de titres publics	320 200	1 006 000	685 800	214 %	Autres amortissements	128 845	146 649	17 804	14%
Financement bancaire	189 455	0	-189 455	- 100 %				0	-
Financement non bancaire	83 789	76 836	-6 953	-8%	Prêts et avances	3 000	3 000	0	0%
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	807 040	1 421 579	614 539	76%	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	637 945	1 071 824	433 878	68%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT	2 681 490	3 043 790	362 299	14%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT	2 681 490	3 043 790	362 299	14%
TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	86 860	83 807	-3 052	-4%	TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	86 860	83 807	-3 052	-4%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT y compris ristournes	2 768 350	3 127 597	359 247	13%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT y compris ristournes	2 768 350	3 127 597	359 247	13%

CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 63 : Les dispositions de l'article 38 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 38 nouveau :** Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à **deux cent quatre-vingt-treize milliards six cent vingt-huit millions trois cent quarante mille six cent vingt (293.628.340.620) FCFA**, et les amortissements de prêts d'un montant de **mille soixante-huit milliards huit cent vingt-trois millions cinq cent huit mille cent vingt-deux (1.068.823.508.122) FCFA** pour le budget 2021, est arrêté à la somme de **mille trois cent soixante-deux milliards quatre cent cinquante-un millions huit cent quarante-huit mille sept cent quarante deux (1.362.451.848.742) FCFA**. »

CHAPITRE 4 : DES DEPENSES LIEES A LA RIPOSTE COVID-19

Article 64 : Les recettes et les dépenses liées à la « Riposte COVID-19 » sont évaluées en équilibre à **soixante-huit milliards (68.000.000.000) FCFA**.

Ce plafond qui n'a pas un caractère limitatif se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Source de financement	Montants	Montants	Titres
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	4 400	59 760	Titre 3. Dépenses de biens et services
EXIMBANK CHINA	4 400	14 000	Fournitures spécifiques-Diagnostic
Ressources de trésorerie	25 659	19 000	Fournitures spécifiques-Prise en charge des Patients
Appui Covid 19 - BDEAC	15 000	16 500	Vaccins
Plan national de vaccination contre la covid 19 -Banque Mondiale	10 659	1 000	Imprimés spéciaux
Financement Etat Gabonais	37 941	1 500	Consommables médicaux
		200	Matériel médico-technique & chirurgical
		5 160	Copil Covid-19
		2 400	Comité de vaccination Covid-19
		7 900	Titre 4. Dépenses de transfert
		3 500	Hôpitaux et laboratoires
		4 400	Vaccins Sinopharm
		340	Titre 5 : dépense d'investissement
		340	Equipements Sanitaires spécifiques
Total	68 000	68 000	Total

CHAPITRE 5 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 65 : Les dispositions de l'article 39 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 39 nouveau :** En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget modifiée par la loi n°017/2020 du 17 juillet 2020, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2021, par titre de dépenses, à **cinquante-sept milliards sept cents quatre millions quatre cents soixante-douze mille soixante-six (57.704.472.066) FCFA**, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre

Titres et catégories	Taux de réserve/titre	Montant LFR 2021
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	20%	21 896
Titre 4. Dépenses de transfert	15%	12 392
Titre 5. Dépenses d'investissement	16%	22 611
Titre 6. Autres dépenses	10%	806
Total		57 704

La réserve par titre ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport conjoint des Ministres chargés de l'Economie et du Budget.

sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les garanties des projets sur partenariats publics-privés, les fonds de concours, les comptes d'affectation spéciale, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les bourses, les médicaments et produits pharmaceutiques, les émoluments des chefferies, les rémunérations des élus locaux, les arriérés de solde, les contentieux de l'Etat, les dépenses covid-19 ainsi que toutes les autres dépenses sociales décrites ci-dessous :

- les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
- les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;
- les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
- l'assurance et l'assistance sociales ;
- les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle. »

Article 66 : L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur à 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur à 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 67 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susmentionnée et suivant le rapport de l'Economie et du Budget, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds de stabilisation	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER : DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 68 : Les dispositions de l'article 42 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 42 nouveau :** Au titre de l'exercice budgétaire 2021, quarante et une missions sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
1	Action extérieure de l'Etat	24 191 505 537	23 691 505 537	0	23 691 505 537	-500 000 000
1.2	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>7 020 937 786</i>	<i>7 020 937 786</i>	<i>0</i>	<i>7 020 937 786</i>	<i>0</i>
1.3	<i>Dépenses de biens et services</i>	<i>13 769 374 841</i>	<i>13 769 374 841</i>	<i>0</i>	<i>13 769 374 841</i>	<i>0</i>
1.4	<i>Dépenses de transfert</i>	<i>1 368 720 741</i>	<i>1 368 720 741</i>	<i>0</i>	<i>1 368 720 741</i>	<i>0</i>
1.5	<i>Dépenses d'investissement</i>	<i>2 032 472 169</i>	<i>1 532 472 169</i>	<i>0</i>	<i>1 532 472 169</i>	<i>-500 000 000</i>
1.101	Affaires étrangères	16 772 119 252	16 719 779 979	0	16 719 779 979	-52 339 273
1.101.2	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 822 230 024</i>	<i>3 822 230 024</i>	<i>0</i>	<i>3 822 230 024</i>	<i>0</i>
1.101.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>12 094 509 841</i>	<i>12 094 509 841</i>	<i>0</i>	<i>12 094 509 841</i>	<i>0</i>
1.101.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>855 379 387</i>	<i>803 040 114</i>	<i>0</i>	<i>803 040 114</i>	<i>-52 339 273</i>
1.108	Intégration africaine	908 202 554	960 541 827	0	960 541 827	52 339 273

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	et coopération internationale					
1.108.2	Titre 2. Dépenses de personnel	144 046 200	144 046 200	0	144 046 200	0
1.108.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 815 000	250 815 000	0	250 815 000	0
1.108.4	Titre 4. Dépenses de transfert	513 341 354	565 680 627	0	565 680 627	52 339 273
1.115	Affaires consulaires	1 363 668 093	1 363 668 093	0	1 363 668 093	0
1.115.2	Titre 2. Dépenses de personnel	293 740 924	293 740 924	0	293 740 924	0
1.115.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 037 455 000	1 037 455 000	0	1 037 455 000	0
1.115.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	32 472 169	32 472 169	0	32 472 169	0
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	5 147 515 638	4 647 515 638	0	4 647 515 638	-500 000 000
1.122.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 760 920 638	2 760 920 638	0	2 760 920 638	0
1.122.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	386 595 000	386 595 000	0	386 595 000	0
1.122.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	-500 000 000
2	Administration du territoire	29 798 233 642	28 196 763 054	0	28 196 763 054	-1 601 470 588
2.2	Dépenses de personnel	5 570 886 786	5 570 886 786	0	5 570 886 786	0
2.3	Dépenses de biens et services	1 537 203 644	1 612 203 644	0	1 612 203 644	75 000 000
2.4	Dépenses de transfert	19 030 417 582	17 853 946 994	0	17 853 946 994	-1 176 470 588
2.5	Dépenses d'investissement	3 659 725 630	3 159 725 630	0	3 159 725 630	-500 000 000
2.136	Administration territoriale	8 822 988 086	8 397 988 086	0	8 397 988 086	-425 000 000
2.136.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 921 071 442	3 921 071 442	0	3 921 071 442	0
2.136.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 012 203 644	1 087 203 644	0	1 087 203 644	75 000 000
2.136.4	Titre 4. Dépenses de transfert	929 713 000	929 713 000	0	929 713 000	0
2.136.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 960 000 000	2 460 000 000	0	2 460 000 000	-500 000 000
2.143	Gestion des collectivités locales	18 413 900 006	17 237 429 418	0	17 237 429 418	-1 176 470 588
2.143.2	Titre 2. Dépenses de personnel	128 195 424	128 195 424	0	128 195 424	0
2.143.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
2.143.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 085 704 582	16 909 233 994	0	16 909 233 994	-1 176 470 588
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	264 502 200	264 502 200	0	264 502 200	0
2.150.2	Titre 2. Dépenses de personnel	174 502 200	174 502 200	0	174 502 200	0
2.150.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
2.150.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 296 843 350	2 296 843 350	0	2 296 843 350	0
2.157.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 347 117 720	1 347 117 720	0	1 347 117 720	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
2.157.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	0
2.157.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	699 725 630	699 725 630	0	699 725 630	0
3	Agriculture, élevage et pêche	20 694 834 867	13 946 151 478	929 989 497	14 876 140 975	-5 818 693 892
3.2	Dépenses de personnel	7 520 697 742	7 520 697 742	0	7 520 697 742	0
3.3	Dépenses de biens et services	475 000 000	475 000 000	0	475 000 000	0
3.4	Dépenses de transfert	836 501 030	970 125 736	0	970 125 736	133 624 706
3.5	Dépenses d'investissement	11 862 636 095	4 980 328 000	929 989 497	5 910 317 497	-5 952 318 598
3.164	Agriculture	11 321 218 227	4 956 557 191	929 989 497	5 886 546 688	-5 434 671 539
3.164.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 126 405 132	2 126 405 132	0	2 126 405 132	0
3.164.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
3.164.4	Titre 4. Dépenses de transfert	512 505 000	430 152 059	0	430 152 059	-82 352 941
3.164.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 582 308 095	2 300 000 000	929 989 497	3 229 989 497	-5 352 318 598
3.171	Elevage	229 023 400	229 023 400	0	229 023 400	0
3.171.2	Titre 2. Dépenses de personnel	138 662 400	138 662 400	0	138 662 400	0
3.171.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
3.171.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 361 000	15 361 000	0	15 361 000	0
3.178	Pêche et aquaculture	1 750 412 070	1 750 412 070	0	1 750 412 070	0
3.178.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 606 712 070	1 606 712 070	0	1 606 712 070	0
3.178.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
3.178.4	Titre 4. Dépenses de transfert	43 700 000	43 700 000	0	43 700 000	0
3.185	Développement rural	4 930 355 718	4 546 333 365	0	4 546 333 365	-384 022 353
3.185.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 335 092 688	1 335 092 688	0	1 335 092 688	0
3.185.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
3.185.4	Titre 4. Dépenses de transfert	264 935 030	480 912 677	0	480 912 677	215 977 647
3.185.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 280 328 000	2 680 328 000	0	2 680 328 000	-600 000 000
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	2 463 825 452	2 463 825 452	0	2 463 825 452	0
3.192.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 313 825 452	2 313 825 452	0	2 313 825 452	0
3.192.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
4	Aménagement du territoire et tourisme	4 888 730 524	4 538 730 524	0	4 538 730 524	-350 000 000
4.2	Dépenses de personnel	2 751 230 524	2 751 230 524	0	2 751 230 524	0
4.3	Dépenses de biens et services	1 387 500 000	1 387 500 000	0	1 387 500 000	0
4.4	Dépenses de transfert	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
4.5	Dépenses d'investissement	625 000 000	275 000 000	0	275 000 000	-350 000 000
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 041 616 920	1 041 616 920	0	1 041 616 920	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
4.199.2	Titre 2. Dépenses de personnel	879 116 920	879 116 920	0	879 116 920	0
4.199.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	162 500 000	162 500 000	0	162 500 000	0
4.204	Pilotage et soutien aux politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	0
4.204.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0
4.204.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
4.206	Tourisme	1 604 222 404	1 254 222 404	0	1 254 222 404	-350 000 000
4.206.2	Titre 2. Dépenses de personnel	829 222 404	829 222 404	0	829 222 404	0
4.206.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
4.206.4	Titre 4. Dépenses de transfert	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
4.206.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	550 000 000	200 000 000	0	200 000 000	-350 000 000
4. 209	Pilotage et soutien à la politique du tourisme	1 817 891 200	1 817 891 200	0	1 817 891 200	0
4.209.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 042 891 200	1 042 891 200	0	1 042 891 200	0
4.209.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	775 000 000	775 000 000	0	775 000 000	0
5	Conseil et contrôle	3 167 374 276	3 317 748 151	0	3 317 748 151	150 373 875
5.2	Dépenses de personnel	1 365 124 276	1 365 124 276	0	1 365 124 276	0
5.3	Dépenses de biens et services	996 250 000	1 196 623 875	0	1 196 623 875	200 373 875
5.4	Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
5.5	Dépenses d'investissement	800 000 000	750 000 000	0	750 000 000	-50 000 000
5.213	Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	2 488 075 876	2 688 449 751	0	2 688 449 751	200 373 875
5.213.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 160 825 876	1 160 825 876	0	1 160 825 876	0
5.213.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	821 250 000	1 021 623 875	0	1 021 623 875	200 373 875
5.213.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
5.213.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	495 818 400	495 818 400	0	495 818 400	0
5.220.2	Titre 2. Dépenses de personnel	195 818 400	195 818 400	0	195 818 400	0
5.220.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
5.220.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
5.269	Médiature	183 480 000	133 480 000	0	133 480 000	-50 000 000
5.269.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 480 000	8 480 000	0	8 480 000	0
5.269.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
5.269.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	50 000 000	0	50 000 000	-50 000 000
6	Culture et éducation populaire	9 211 471 258	8 805 588 905	0	8 805 588 905	-405 882 353

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
6.2	Dépenses de personnel	7 506 819 758	7 206 819 758	0	7 206 819 758	-300 000 000
6.3	Dépenses de biens et services	304 500 000	304 500 000	0	304 500 000	0
6.4	Dépenses de transfert	422 600 000	316 717 647	0	316 717 647	-105 882 353
6.5	Dépenses d'investissement	977 551 500	977 551 500	0	977 551 500	0
6.290	Culture	5 653 949 862	5 548 067 509	0	5 548 067 509	-105 882 353
6.290.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 544 198 362	4 544 198 362	0	4 544 198 362	0
6.290.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	192 000 000	192 000 000	0	192 000 000	0
6.290.4	Titre 4. Dépenses de transfert	420 100 000	314 217 647	0	314 217 647	-105 882 353
6.290.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	497 651 500	497 651 500	0	497 651 500	0
6.299	Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	3 459 063 396	3 159 063 396	0	3 159 063 396	-300 000 000
6.299.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 916 663 396	2 616 663 396	0	2 616 663 396	-300 000 000
6.299.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	62 500 000	62 500 000	0	62 500 000	0
6.299.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	479 900 000	479 900 000	0	479 900 000	0
6.297	Education populaire	98 458 000	98 458 000	0	98 458 000	0
6.297.2	Titre 2. Dépenses de personnel	45 958 000	45 958 000	0	45 958 000	0
6.297.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
6.297.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 500 000	2 500 000	0	2 500 000	0
7	Défense	172 764 444 865	173 076 944 865	156 348 000	173 233 292 865	468 848 000
7.2	Dépenses de personnel	136 025 038 699	136 025 038 699	0	136 025 038 699	0
7.3	Dépenses de biens et services	10 934 468 681	11 246 968 681	0	11 246 968 681	312 500 000
7.4	Dépenses de transfert	804 937 486	804 937 486	0	804 937 486	0
7.5	Dépenses d'investissement	25 000 000 000	25 000 000 000	156 348 000	25 156 348 000	156 348 000
7.311	Préparation et emploi des forces	19 337 857 993	19 337 857 993	0	19 337 857 993	0
7.311.2	Titre 2. Dépenses de personnel	17 914 826 992	17 914 826 992	0	17 914 826 992	0
7.311.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 891 001	1 400 891 001	0	1 400 891 001	0
7.311.4	Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	22 140 000	0	22 140 000	0
7.318	Equipeement des forces	47 954 257 086	47 954 257 086	156 348 000	48 110 605 086	156 348 000
7.318.2	Titre 2. Dépenses de personnel	32 553 380 086	32 553 380 086	0	32 553 380 086	0
7.318.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 877 000	400 877 000	0	400 877 000	0
7.318.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	15 000 000 000	15 000 000 000	156 348 000	15 156 348 000	156 348 000
7.325	Garde Républicaine	39 397 761 685	39 397 761 685	0	39 397 761 685	0
7.325.2	Titre 2. Dépenses de personnel	28 445 876 685	28 445 876 685	0	28 445 876 685	0
7.325.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	951 885 000	951 885 000	0	951 885 000	0
7.325.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0
7.332	Vie du soldat	17 938 179 845	17 938 179 845	0	17 938 179 845	0
7.332.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 844 871 680	9 844 871 680	0	9 844 871 680	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
7.332.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 335 440 680	7 335 440 680	0	7 335 440 680	0
7.332.4	Titre 4. Dépenses de transfert	757 867 486	757 867 486	0	757 867 486	0
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	48 136 388 256	48 448 888 256	0	48 448 888 256	312 500 000
7.339.2	Titre 2. Dépenses de personnel	47 266 083 256	47 266 083 256	0	47 266 083 256	0
7.339.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	845 375 000	1 157 875 000	0	1 157 875 000	312 500 000
7.339.4	Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	24 930 000	0	24 930 000	0
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	12 231 104 919	16 290 974 216	0	16 290 974 216	4 059 869 297
8.2	Dépenses de personnel	8 947 488 608	11 747 781 551	0	11 747 781 551	2 800 292 943
8.3	Dépenses de biens et services	2 113 541 000	2 784 882 060	0	2 784 882 060	671 341 060
8.4	Dépenses de transfert	170 075 311	758 310 605	0	758 310 605	588 235 294
8.5	Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
8.346	Coordination du travail gouvernemental	3 076 161 759	4 135 738 113	0	4 135 738 113	1 059 576 354
8.346.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 487 175 448	2 487 175 448	0	2 487 175 448	0
8.346.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	475 866 000	947 207 060	0	947 207 060	471 341 060
8.346.4	Titre 4. Dépenses de transfert	113 120 311	701 355 605	0	701 355 605	588 235 294
8.353	Coordination des politiques urbaines	746 213 880	746 213 880	0	746 213 880	0
8.353.2	Titre 2. Dépenses de personnel	629 213 880	629 213 880	0	629 213 880	0
8.353.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.353.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 000 000	17 000 000	0	17 000 000	0
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 936 775 500	5 936 775 500	0	5 936 775 500	0
8.360.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 246 820 500	4 246 820 500	0	4 246 820 500	0
8.360.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	650 000 000	650 000 000	0	650 000 000	0
8.360.4	Titre 4. Dépenses de transfert	39 955 000	39 955 000	0	39 955 000	0
8.360.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	274 895 000	274 895 000	0	274 895 000	0
8.367.2	Titre 2. Dépenses de personnel	44 220 000	44 220 000	0	44 220 000	0
8.367.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 675 000	230 675 000	0	230 675 000	0
8.374	Pilotage et soutien aux relations avec les Institutions Constitutionnelles	1 756 058 780	1 756 058 780	0	1 756 058 780	0
8.374.2	Titre 2. Dépenses de	1 540 058 780	1 540 058 780	0	1 540 058 780	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	<i>personnel</i>					
8.374.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	216 000 000	216 000 000	0	216 000 000	0
8.375	Evaluation des politiques publiques	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.375.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.378	Bonne gouvernance	200 000 000	3 200 292 943	0	3 200 292 943	3 000 292 943
8.378.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	2 800 292 943	0	2 800 292 943	2 800 292 943
8.378.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	400 000 000	0	400 000 000	200 000 000
8.376	Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	141 000 000	141 000 000	0	141 000 000	0
8.376.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	141 000 000	141 000 000	0	141 000 000	0
9	Economie forestière et protection de l'environnement	28 765 100 400	12 814 539 915	16 788 476 045	29 603 015 960	837 915 560
9.2	Dépenses de personnel	7 440 417 310	7 440 417 310	0	7 440 417 310	0
9.3	Dépenses de biens et services	612 545 000	612 545 000	0	612 545 000	0
9.4	Dépenses de transfert	7 140 199 512	3 161 577 605	2 802 151 319	5 963 728 924	-1 176 470 588
9.5	Dépenses d'investissement	13 571 938 578	1 600 000 000	13 986 324 726	15 586 324 726	2 014 386 148
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	4 394 014 894	3 894 014 894	0	3 894 014 894	-500 000 000
9.381.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 888 977 773	2 888 977 773	0	2 888 977 773	0
9.381.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 045 000	100 045 000	0	100 045 000	0
9.381.4	Titre 4. Dépenses de transfert	404 992 121	404 992 121	0	404 992 121	0
9.381.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-500 000 000
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	141 026 800	141 026 800	0	141 026 800	0
9.388.2	Titre 2. Dépenses de personnel	41 026 800	41 026 800	0	41 026 800	0
9.388.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
9.395	Conservation de la biodiversité	18 568 165 719	3 367 605 234	16 788 476 045	20 156 081 279	1 587 915 560
9.395.2	Titre 2. Dépenses de personnel	153 912 400	153 912 400	0	153 912 400	0
9.395.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
9.395.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 242 314 741	2 263 692 834	2 802 151 319	5 065 844 153	-1 176 470 588
9.395.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	12 071 938 578	850 000 000	13 986 324 726	14 836 324 726	2 764 386 148
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 941 506 314	1 691 506 314	0	1 691 506 314	-250 000 000
9.402.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 031 181 664	1 031 181 664	0	1 031 181 664	0
9.402.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	112 500 000	112 500 000	0	112 500 000	0
9.402.4	Titre 4. Dépenses de	297 824 650	297 824 650	0	297 824 650	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	<i>transfert</i>					
9.402.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	250 000 000	0	250 000 000	-250 000 000
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	3 720 386 673	3 720 386 673	0	3 720 386 673	0
9.409.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 325 318 673	3 325 318 673	0	3 325 318 673	0
9.409.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
9.409.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 068 000	195 068 000	0	195 068 000	0
10	Communication	32 104 852 164	22 904 852 164	0	22 904 852 164	-9 200 000 000
10.2	Dépenses de personnel	8 105 869 734	7 905 869 734	0	7 905 869 734	-200 000 000
10.3	Dépenses de biens et services	1 553 091 091	1 553 091 091	0	1 553 091 091	0
10.4	Dépenses de transfert	1 938 259 615	1 938 259 615	0	1 938 259 615	0
10.5	Dépenses d'investissement	20 507 631 724	11 507 631 724	0	11 507 631 724	-9 000 000 000
10.416	Economie numérique	22 476 582 044	13 476 582 044	0	13 476 582 044	-9 000 000 000
10.416.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 056 374 924	1 056 374 924	0	1 056 374 924	0
10.416.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	747 291 091	747 291 091	0	747 291 091	0
10.416.4	Titre 4. Dépenses de transfert	930 301 029	930 301 029	0	930 301 029	0
10.416.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	19 742 615 000	10 742 615 000	0	10 742 615 000	-9 000 000 000
10.423	Communication	4 942 679 355	4 684 605 542	0	4 684 605 542	-258 073 813
10.423.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 982 190 312	2 982 190 312	0	2 982 190 312	0
10.423.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	564 800 000	306 726 188	0	306 726 188	-258 073 813
10.423.4	Titre 4. Dépenses de transfert	630 672 319	630 672 319	0	630 672 319	0
10.423.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	765 016 724	765 016 724	0	765 016 724	0
10.430	Poste	744 595 467	744 595 467	0	744 595 467	0
10.430.2	Titre 2. Dépenses de personnel	592 309 200	592 309 200	0	592 309 200	0
10.430.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
10.430.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 286 267	77 286 267	0	77 286 267	0
10.437	Pilotage et soutien à la politique de la communication	3 940 995 298	3 999 069 110	0	3 999 069 110	58 073 813
10.437.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 474 995 298	3 274 995 298	0	3 274 995 298	-200 000 000
10.437.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	166 000 000	424 073 813	0	424 073 813	258 073 813
10.437.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
11	Education nationale	223 181 990 087	194 778 326 524	5 627 111 252	200 405 437 776	-22 776 552 312
11.2	Dépenses de personnel	165 997 159 019	154 997 159 019	0	154 997 159 019	-11 000 000 000
11.3	Dépenses de biens et services	12 600 000 000	11 600 000 000	1 000 000 000	12 600 000 000	0
11.4	Dépenses de transfert	262 500 000	262 500 000	0	262 500 000	0
11.5	Dépenses d'investissement	44 322 331 068	27 918 667 505	4 627 111 252	32 545 778 757	-11 776 552 312
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	72 335 993 961	62 522 330 398	0	62 522 330 398	-9 813 663 564
11.444.2	Titre 2. Dépenses de	63 575 979 334	58 575 979 334	0	58 575 979 334	-5 000 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	<i>personnel</i>					
11.444.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 650 000 000	1 650 000 000	0	1 650 000 000	0
11.444.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 110 014 627	2 296 351 064	0	2 296 351 064	-4 813 663 564
11.451	Enseignement secondaire	131 455 977 156	115 515 977 156	4 371 532 105	119 887 509 261	-11 568 467 895
11.451.2	Titre 2. Dépenses de personnel	86 446 160 715	81 446 160 715	0	81 446 160 715	-5 000 000 000
11.451.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 000 000 000	9 000 000 000	1 000 000 000	10 000 000 000	0
11.451.4	Titre 4. Dépenses de transfert	262 500 000	262 500 000	0	262 500 000	0
11.451.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	34 747 316 441	24 807 316 441	3 371 532 105	28 178 848 546	-6 568 467 895
11.458	Enseignement technique et professionnel	19 390 018 970	16 740 018 970	1 255 579 147	17 995 598 117	-1 394 420 853
11.458.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 975 018 970	14 975 018 970	0	14 975 018 970	-1 000 000 000
11.458.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0
11.458.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 465 000 000	815 000 000	1 255 579 147	2 070 579 147	-394 420 853
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	100 363 853 448	95 577 863 216	6 815 332 058	102 393 195 274	2 029 341 826
12.2	Dépenses de personnel	36 558 065 534	35 155 675 302	0	35 155 675 302	-1 402 390 232
12.3	Dépenses de biens et services	7 540 034 000	7 540 034 000	0	7 540 034 000	0
12.4	Dépenses de transfert	50 090 153 914	50 252 153 914	0	50 252 153 914	162 000 000
12.5	Dépenses d'investissement	6 175 600 000	2 630 000 000	6 815 332 058	9 445 332 058	3 269 732 058
12.472	Enseignement supérieur	22 466 036 084	18 720 436 084	3 932 146 058	22 652 582 142	186 546 058
12.472.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 101 935 951	12 101 935 951	0	12 101 935 951	0
12.472.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 230 000 000	3 230 000 000	0	3 230 000 000	0
12.472.4	Titre 4. Dépenses de transfert	958 500 133	958 500 133	0	958 500 133	0
12.472.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 175 600 000	2 430 000 000	3 932 146 058	6 362 146 058	186 546 058
12.479	Recherche scientifique et innovation	14 565 418 844	14 565 418 844	2 845 800 000	17 411 218 844	2 845 800 000
12.479.2	Titre 2. Dépenses de personnel	13 687 773 900	13 687 773 900	0	13 687 773 900	0
12.479.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
12.479.4	Titre 4. Dépenses de transfert	677 644 944	677 644 944	0	677 644 944	0
12.479.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	2 845 800 000	2 845 800 000	2 845 800 000
12.486	Vie de l'étudiant	54 065 204 547	54 065 204 547	37 386 000	54 102 590 547	37 386 000
12.486.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 940 642 223	1 940 642 223	0	1 940 642 223	0
12.486.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 690 034 000	3 690 034 000	0	3 690 034 000	0
12.486.4	Titre 4. Dépenses de transfert	48 434 528 324	48 434 528 324	0	48 434 528 324	0
12.486.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	37 386 000	37 386 000	37 386 000
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de	9 267 193 973	8 226 803 741	0	8 226 803 741	-1 040 390 232

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'éducation					
12.493.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 827 713 460	7 425 323 228	0	7 425 323 228	-1 402 390 232
12.493.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	420 000 000	420 000 000	0	420 000 000	0
12.493.4	Titre 4. Dépenses de transfert	19 480 513	181 480 513	0	181 480 513	162 000 000
12.493.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
13	Entrepreneuriat et commerce	9 759 753 214	9 338 929 685	462 000 000	9 800 929 685	41 176 471
13.2	Dépenses de personnel	8 599 657 612	8 599 657 612	0	8 599 657 612	0
13.3	Dépenses de biens et services	860 215 000	498 215 000	462 000 000	960 215 000	100 000 000
13.4	Dépenses de transfert	299 880 602	241 057 073	0	241 057 073	-58 823 529
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	1 902 714 680	1 943 891 151	0	1 943 891 151	41 176 471
13.500.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 532 714 680	1 532 714 680	0	1 532 714 680	0
13.500.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	120 000 000	220 000 000	0	220 000 000	100 000 000
13.500.4	Titre 4. Dépenses de transfert	250 000 000	191 176 471	0	191 176 471	-58 823 529
13.507	Promotion des échanges	2 960 494 130	2 498 494 130	462 000 000	2 960 494 130	0
13.507.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 320 398 528	2 320 398 528	0	2 320 398 528	0
13.507.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	590 215 000	128 215 000	462 000 000	590 215 000	0
13.507.4	Titre 4. Dépenses de transfert	49 880 602	49 880 602	0	49 880 602	0
13.514	Pilotage et soutien aux politiques du commerce et des PME-PMI	4 896 544 404	4 896 544 404	0	4 896 544 404	0
13.514.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 746 544 404	4 746 544 404	0	4 746 544 404	0
13.514.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
14	Gestion des finances publiques	77 942 489 202	88 646 874 546	0	88 646 874 546	10 704 385 344
14.2	Dépenses de personnel	33 000 912 900	48 605 945 258	0	48 605 945 258	15 605 032 358
14.3	Dépenses de biens et services	13 937 092 440	16 310 651 778	0	16 310 651 778	2 373 559 338
14.4	Dépenses de transfert	345 746 562	345 746 562	0	345 746 562	0
14.5	Dépenses d'investissement	12 916 737 300	11 773 720 000	0	11 773 720 000	-1 143 017 300
14.6	Autres dépenses	17 742 000 000	11 610 810 948	0	11 610 810 948	-6 131 189 052
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	18 361 845 073	38 591 903 835	0	38 591 903 835	20 230 058 762
14.521.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 859 034 863	23 510 799 977	0	23 510 799 977	16 651 765 114
14.521.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 620 292 910	9 820 292 910	0	9 820 292 910	2 200 000 000
14.521.4	Titre 4. Dépenses de transfert	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
14.521.5	Titre 5. Dépenses	732 517 300	500 000 000	0	500 000 000	-232 517 300

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	<i>d'investissement</i>					
14.521.6	Titre 6. Autres dépenses	3 000 000 000	4 610 810 948	0	4 610 810 948	1 610 810 948
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	10 924 713 609	10 824 713 609	0	10 824 713 609	-100 000 000
14.528.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 251 917 359	9 251 917 359	0	9 251 917 359	0
14.528.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 020 796 250	1 020 796 250	0	1 020 796 250	0
14.528.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0
14.528.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	650 000 000	550 000 000	0	550 000 000	-100 000 000
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	16 658 688 325	8 916 688 325	0	8 916 688 325	-7 742 000 000
14.535.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 329 888 325	1 329 888 325	0	1 329 888 325	0
14.535.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	586 800 000	586 800 000	0	586 800 000	0
14.535.6	Titre 6. Autres dépenses	14 742 000 000	7 000 000 000	0	7 000 000 000	-7 742 000 000
14.539	Gestion du patrimoine	771 642 901	771 642 901	0	771 642 901	0
14.539.2	Titre 2. Dépenses de personnel	321 642 901	321 642 901	0	321 642 901	0
14.539.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	450 000 000	450 000 000	0	450 000 000	0
14.549	Gestion fiscale	21 772 105 404	20 661 605 404	0	20 661 605 404	-1 110 500 000
14.549.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 613 197 404	7 613 197 404	0	7 613 197 404	0
14.549.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 549 688 000	2 549 688 000	0	2 549 688 000	0
14.549.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
14.549.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 534 220 000	10 423 720 000	0	10 423 720 000	-1 110 500 000
14.563	Gestion de la dette	827 104 000	827 104 000	0	827 104 000	0
14.563.2	Titre 2. Dépenses de personnel	500 104 000	500 104 000	0	500 104 000	0
14.563.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
14.563.4	Titre 4. Dépenses de transfert	27 000 000	27 000 000	0	27 000 000	0
14.570	Gestion de la commande publique	597 395 880	597 395 880	0	597 395 880	0
14.570.2	Titre 2. Dépenses de personnel	197 395 880	197 395 880	0	197 395 880	0
14.570.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	8 028 994 010	7 455 820 591	0	7 455 820 591	-573 173 418
14.542.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 927 732 168	5 880 999 412	0	5 880 999 412	-1 046 732 756
14.542.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 009 515 280	1 183 074 618	0	1 183 074 618	173 559 338
14.542.4	Titre 4. Dépenses de transfert	91 746 562	91 746 562	0	91 746 562	0
14.542.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000
15	Constructions, logements et équipements collectifs	156 752 047 389	84 125 081 201	10 616 780 282	94 741 861 483	-62 010 185 905
15.2	Dépenses de	10 893 085 334	10 393 085 334	0	10 393 085 334	-500 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	personnel					
15.3	Dépenses de biens et services	630 000 000	830 000 000	0	830 000 000	200 000 000
15.4	Dépenses de transfert	5 313 486 789	3 872 365 024	0	3 872 365 024	-1 441 121 765
15.5	Dépenses d'investissement	139 915 475 266	69 029 630 844	10 616 780 282	79 646 411 126	-60 269 064 141
15.584	Urbanisation et amélioration du cadre de vie	19 551 627 482	4 316 333 364	0	4 316 333 364	-15 235 294 118
15.584.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 562 347 482	2 562 347 482	0	2 562 347 482	0
15.584.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	0
15.584.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 809 280 000	1 573 985 882	0	1 573 985 882	-235 294 118
15.584.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	15 100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	-15 000 000 000
15.577	Logement	1 526 886 908	1 526 886 908	0	1 526 886 908	0
15.577.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 305 218 908	1 305 218 908	0	1 305 218 908	0
15.577.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
15.577.4	Titre 4. Dépenses de transfert	146 668 000	146 668 000	0	146 668 000	0
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	0	376 580 000	0	376 580 000	376 580 000
15.595.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
15.595.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	176 580 000	0	176 580 000	176 580 000
15.591	Equipeement et Infrastructures	131 388 483 375	74 208 521 305	10 535 558 867	84 744 080 172	-46 644 403 203
15.591.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 103 759 320	3 103 759 320	0	3 103 759 320	0
15.591.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
15.591.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 269 248 789	1 975 131 142	0	1 975 131 142	-1 294 117 647
15.591.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	124 815 475 266	68 929 630 844	10 535 558 867	79 465 189 711	-45 350 285 556
15.598	Pilotage et soutien aux politique des transports, de l'équipement, des infrastructures et des travaux publics	4 285 049 624	3 696 759 624	81 221 415	3 777 981 039	-507 068 585
15.598.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 921 759 624	3 421 759 624	0	3 421 759 624	-500 000 000
15.598.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	275 000 000	275 000 000	0	275 000 000	0
15.598.4	Titre 4. Dépenses de transfert	88 290 000	0	0	0	-88 290 000
15.598.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	81 221 415	81 221 415	81 221 415
16	Industrie et mines	5 311 789 763	4 191 089 763	70 700 000	4 261 789 763	-1 050 000 000
16.2	Dépenses de personnel	3 154 875 928	3 154 875 928	0	3 154 875 928	0
16.3	Dépenses de biens et services	525 672 000	454 972 000	70 700 000	525 672 000	0
16.4	Dépenses de transfert	281 241 835	281 241 835	0	281 241 835	0
16.5	Dépenses d'investissement	1 350 000 000	300 000 000	0	300 000 000	-1 050 000 000
16.605	Gestion et contrôle	2 633 116 304	1 582 416 304	700 000	1 583 116 304	-1 050 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	des activités minières					
16.605.2	Titre 2. Dépenses de personnel	830 381 304	830 381 304	0	830 381 304	0
16.605.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	325 672 000	324 972 000	700 000	325 672 000	0
16.605.4	Titre 4. Dépenses de transfert	127 063 000	127 063 000	0	127 063 000	0
16.605.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 350 000 000	300 000 000	0	300 000 000	-1 050 000 000
16.612	Régulation et stratégie industrielles	2 678 673 459	2 608 673 459	70 000 000	2 678 673 459	0
16.612.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 324 494 624	2 324 494 624	0	2 324 494 624	0
16.612.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	130 000 000	70 000 000	200 000 000	0
16.612.4	Titre 4. Dépenses de transfert	154 178 835	154 178 835	0	154 178 835	0
17	Transports	15 298 228 716	15 104 591 101	293 637 615	15 398 228 716	100 000 000
17.2	Dépenses de personnel	4 148 257 948	4 148 257 948	0	4 148 257 948	0
17.3	Dépenses de biens et services	1 168 637 615	975 000 000	293 637 615	1 268 637 615	100 000 000
17.4	Dépenses de transfert	9 981 333 153	9 981 333 153	0	9 981 333 153	0
17.626	Transports terrestres	10 516 781 586	10 195 605 116	180 000 000	10 375 605 116	-141 176 470
17.626.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 219 601 040	1 219 601 040	0	1 219 601 040	0
17.626.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	330 000 000	150 000 000	180 000 000	330 000 000	0
17.626.4	Titre 4. Dépenses de transfert	8 967 180 546	8 826 004 076	0	8 826 004 076	-141 176 470
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	4 356 447 130	4 383 985 985	113 637 615	4 497 623 600	141 176 470
17.633.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 928 656 908	2 928 656 908	0	2 928 656 908	0
17.633.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	413 637 615	300 000 000	113 637 615	413 637 615	0
17.633.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 014 152 607	1 155 329 077	0	1 155 329 077	141 176 470
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	425 000 000	525 000 000	0	525 000 000	100 000 000
17.640.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	425 000 000	525 000 000	0	525 000 000	100 000 000
18	Jeunesse, sports et loisirs	7 720 225 273	5 454 578 214	0	5 454 578 214	-2 265 647 059
18.2	Dépenses de personnel	2 833 241 884	2 833 241 884	0	2 833 241 884	0
18.3	Dépenses de biens et services	941 122 195	991 122 195	0	991 122 195	50 000 000
18.4	Dépenses de transfert	1 645 861 194	1 528 214 135	0	1 528 214 135	-117 647 059
18.5	Dépenses d'investissement	2 300 000 000	102 000 000	0	102 000 000	-2 198 000 000
18.647	Sports et loisirs	5 142 389 355	2 826 742 296	0	2 826 742 296	-2 315 647 059
18.647.2	Titre 2. Dépenses de personnel	884 869 766	884 869 766	0	884 869 766	0
18.647.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	766 122 195	766 122 195	0	766 122 195	0
18.647.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 191 397 394	1 073 750 335	0	1 073 750 335	-117 647 059
18.647.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 300 000 000	102 000 000	0	102 000 000	-2 198 000 000
18.654	Vie associative	608 590 988	608 590 988	0	608 590 988	0
18.654.2	Titre 2. Dépenses de personnel	558 590 988	558 590 988	0	558 590 988	0
18.654.3	Titre 3. Dépenses de	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	<i>biens et services</i>					
18.658	Jeunesse	262 808 000	312 808 000	0	312 808 000	50 000 000
18.658.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	100 000 000	0	100 000 000	50 000 000
18.658.4	Titre 4. Dépenses de transfert	212 808 000	212 808 000	0	212 808 000	0
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	1 706 436 930	1 706 436 930	0	1 706 436 930	0
18.661.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 389 781 130	1 389 781 130	0	1 389 781 130	0
18.661.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
18.661.4	Titre 4. Dépenses de transfert	241 655 800	241 655 800	0	241 655 800	0
19	Justice	34 809 692 395	33 331 332 395	533 223 000	33 864 555 395	-945 137 000
19.2	Dépenses de personnel	24 240 485 508	23 740 485 508	0	23 740 485 508	-500 000 000
19.3	Dépenses de biens et services	4 800 200 000	4 800 200 000	533 223 000	5 333 423 000	533 223 000
19.4	Dépenses de transfert	310 000 000	385 000 000	0	385 000 000	75 000 000
19.5	Dépenses d'investissement	5 459 006 887	4 405 646 887	0	4 405 646 887	-1 053 360 000
19.668	Justice judiciaire et administrative	9 466 262 797	8 412 902 797	533 223 000	8 946 125 797	-520 137 000
19.668.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 591 835 016	6 591 835 016	0	6 591 835 016	0
19.668.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	800 000 000	800 000 000	533 223 000	1 333 223 000	533 223 000
19.668.4	Titre 4. Dépenses de transfert	310 000 000	310 000 000	0	310 000 000	0
19.668.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 764 427 781	711 067 781	0	711 067 781	-1 053 360 000
19.675	Sécurité pénitentiaire	8 715 195 698	8 715 195 698	0	8 715 195 698	0
19.675.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 664 516 592	1 664 516 592	0	1 664 516 592	0
19.675.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 600 000 000	3 600 000 000	0	3 600 000 000	0
19.675.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 450 679 106	3 450 679 106	0	3 450 679 106	0
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	16 215 542 940	15 790 542 940	0	15 790 542 940	-425 000 000
19.682.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 671 442 940	15 171 442 940	0	15 171 442 940	-500 000 000
19.682.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 200 000	300 200 000	0	300 200 000	0
19.682.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	75 000 000	0	75 000 000	75 000 000
19.682.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	243 900 000	243 900 000	0	243 900 000	0
19.689	Culture des droits de l'homme	326 690 960	326 690 960	0	326 690 960	0
19.689.2	Titre 2. Dépenses de personnel	276 690 960	276 690 960	0	276 690 960	0
19.689.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
19.694	Egalité des Chances	86 000 000	86 000 000	0	86 000 000	0
19.694.2	Titre 2. Dépenses de personnel	36 000 000	36 000 000	0	36 000 000	0
19.694.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
21	Pouvoirs publics	85 099 049 624	85 129 804 243	5 700 000 000	90 829 804 243	5 730 754 619
21.2	Dépenses de	29 845 826 327	29 845 826 327	0	29 845 826 327	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	personnel					
21.3	Dépenses de biens et services	31 592 981 177	36 960 406 968	0	36 960 406 968	5 367 425 790
21.4	Dépenses de transfert	6 310 242 120	7 173 570 948	0	7 173 570 948	863 328 828
21.5	Dépenses d'investissement	17 350 000 000	11 150 000 000	5 700 000 000	16 850 000 000	-500 000 000
21.717	Présidence de la République	17 039 991 769	19 897 728 295	0	19 897 728 295	2 857 736 525
21.717.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 486 769 672	6 486 769 672	0	6 486 769 672	0
21.717.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 035 473 077	8 236 209 603	0	8 236 209 603	3 200 736 525
21.717.4	Titre 4. Dépenses de transfert	267 749 020	924 749 020	0	924 749 020	657 000 000
21.717.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 250 000 000	4 250 000 000	0	4 250 000 000	-1 000 000 000
21.724	Assemblée Nationale	33 020 444 909	28 532 944 909	5 700 000 000	34 232 944 909	1 212 500 000
21.724.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 593 361 427	7 593 361 427	0	7 593 361 427	0
21.724.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	12 981 653 700	14 194 153 700	0	14 194 153 700	1 212 500 000
21.724.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 945 429 782	3 945 429 782	0	3 945 429 782	0
21.724.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 500 000 000	2 800 000 000	5 700 000 000	8 500 000 000	0
21.731	Sénat	15 751 061 237	16 957 390 065	0	16 957 390 065	1 206 328 828
21.731.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 214 561 237	6 214 561 237	0	6 214 561 237	0
21.731.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	6 760 000 000	7 260 000 000	0	7 260 000 000	500 000 000
21.731.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 776 500 000	1 982 828 828	0	1 982 828 828	206 328 828
21.731.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	500 000 000
21.738	Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	8 972 699 165	0	8 972 699 165	0
21.738.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 456 934 547	2 456 934 547	0	2 456 934 547	0
21.738.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 285 972 500	5 285 972 500	0	5 285 972 500	0
21.738.4	Titre 4. Dépenses de transfert	229 792 118	229 792 118	0	229 792 118	0
21.738.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
21.234	Cour de Cassation	4 013 048 612	4 092 237 877	0	4 092 237 877	79 189 265
21.234.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 669 145 512	3 669 145 512	0	3 669 145 512	0
21.234.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	166 631 900	245 821 165	0	245 821 165	79 189 265
21.234.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 271 200	77 271 200	0	77 271 200	0
21.234.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
21.241	Cour des Comptes	4 415 967 008	4 415 967 008	0	4 415 967 008	0
21.241.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 552 467 008	2 552 467 008	0	2 552 467 008	0
21.241.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	851 000 000	851 000 000	0	851 000 000	0
21.241.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 500 000	12 500 000	0	12 500 000	0
21.241.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
21.248	Conseil d'Etat	1 885 836 924	2 260 836 924	0	2 260 836 924	375 000 000
21.248.2	Titre 2. Dépenses de personnel	872 586 924	872 586 924	0	872 586 924	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
21.248.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	512 250 000	887 250 000	0	887 250 000	375 000 000
21.248.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	0
21.248.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
22	Prévoyance sociale	52 666 419 749	48 904 855 499	279 000 000	49 183 855 499	-3 482 564 250
22.2	Dépenses de personnel	11 651 707 380	11 651 707 380	0	11 651 707 380	0
22.3	Dépenses de biens et services	725 000 000	913 435 750	0	913 435 750	188 435 750
22.4	Dépenses de transfert	37 839 712 369	34 839 712 369	0	34 839 712 369	-3 000 000 000
22.5	Dépenses d'investissement	2 450 000 000	1 500 000 000	279 000 000	1 779 000 000	-671 000 000
22.752	Protection et promotion de la famille	9 323 422 245	8 473 422 245	0	8 473 422 245	-850 000 000
22.752.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 473 422 245	6 473 422 245	0	6 473 422 245	0
22.752.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
22.752.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
22.752.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 350 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	-850 000 000
22.759	Solidarité nationale	7 154 274 115	6 742 709 865	279 000 000	7 021 709 865	-132 564 250
22.759.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 784 994 115	4 784 994 115	0	4 784 994 115	0
22.759.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	438 435 750	0	438 435 750	188 435 750
22.759.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 119 280 000	1 519 280 000	0	1 519 280 000	-600 000 000
22.759.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	279 000 000	279 000 000	279 000 000
22.766	Protection sociale	35 860 726 589	32 760 726 589	0	32 760 726 589	-3 100 000 000
22.766.2	Titre 2. Dépenses de personnel	265 294 220	265 294 220	0	265 294 220	0
22.766.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
22.766.4	Titre 4. Dépenses de transfert	35 420 432 369	32 420 432 369	0	32 420 432 369	-3 000 000 000
22.766.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	0	0	0	-100 000 000
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	327 996 800	927 996 800	0	927 996 800	600 000 000
22.773.2	Titre 2. Dépenses de personnel	127 996 800	127 996 800	0	127 996 800	0
22.773.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
22.773.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	600 000 000	0	600 000 000	600 000 000
23	Provisions	7 840 940 015	4 178 377 761	0	4 178 377 761	-3 662 562 254
23.3	Dépenses de biens et services	1 146 090 040	544 840 040	0	544 840 040	-601 250 000
23.4	Dépenses de transfert	2 823 185 533	1 163 088 455	0	1 163 088 455	-1 660 097 078
23.5	Dépenses d'investissement	3 871 664 442	2 470 449 265	0	2 470 449 265	-1 401 215 176
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7 840 940 015	4 178 377 761	0	4 178 377 761	-3 662 562 254
23.780.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 146 090 040	544 840 040	0	544 840 040	-601 250 000
23.780.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 823 185 533	1 163 088 455	0	1 163 088 455	-1 660 097 078

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
23.780.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 871 664 442	2 470 449 265	0	2 470 449 265	-1 401 215 176
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	49 834 298 265	37 204 759 288	3 612 840 000	40 817 599 288	-9 016 698 977
24.2	Dépenses de personnel	4 704 490 688	4 704 490 688	0	4 704 490 688	0
24.3	Dépenses de biens et services	994 375 000	994 375 000	0	994 375 000	0
24.4	Dépenses de transfert	1 386 326 532	2 090 849 555	0	2 090 849 555	704 523 023
24.5	Dépenses d'investissement	42 749 106 045	29 415 044 045	3 612 840 000	33 027 884 045	-9 721 222 000
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	2 978 939 191	1 378 939 191	3 612 840 000	4 991 779 191	2 012 840 000
24.787.2	Titre 2. Dépenses de personnel	272 030 100	272 030 100	0	272 030 100	0
24.787.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
24.787.4	Titre 4. Dépenses de transfert	31 909 091	31 909 091	0	31 909 091	0
24.787.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 600 000 000	1 000 000 000	3 612 840 000	4 612 840 000	2 012 840 000
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	41 061 398 845	29 327 336 845	0	29 327 336 845	-11 734 062 000
24.794.2	Titre 2. Dépenses de personnel	444 892 800	444 892 800	0	444 892 800	0
24.794.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
24.794.4	Titre 4. Dépenses de transfert	167 400 000	167 400 000	0	167 400 000	0
24.794.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	40 149 106 045	28 415 044 045	0	28 415 044 045	-11 734 062 000
24.801	Gestion de la radioactivité	178 525 000	178 525 000	0	178 525 000	0
24.801.2	Titre 2. Dépenses de personnel	40 494 000	40 494 000	0	40 494 000	0
24.801.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
24.801.4	Titre 4. Dépenses de transfert	63 031 000	63 031 000	0	63 031 000	0
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	797 199 000	797 199 000	0	797 199 000	0
24.808.2	Titre 2. Dépenses de personnel	672 199 000	672 199 000	0	672 199 000	0
24.808.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	2 015 704 421	2 720 227 444	0	2 720 227 444	704 523 023
24.815.2	Titre 2. Dépenses de personnel	672 342 980	672 342 980	0	672 342 980	0
24.815.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	219 375 000	219 375 000	0	219 375 000	0
24.815.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 123 986 441	1 828 509 464	0	1 828 509 464	704 523 023
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et	2 802 531 808	2 802 531 808	0	2 802 531 808	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	d'hydrocarbures					
24.822.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 602 531 808	2 602 531 808	0	2 602 531 808	0
24.822.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
25	Santé	129 983 748 720	185 976 279 761	5 094 630 235	191 070 909 996	61 087 161 276
25.2	Dépenses de personnel	74 960 229 293	69 308 464 179	0	69 308 464 179	-5 651 765 114
25.3	Dépenses de biens et services	19 653 894 519	79 158 190 674	206 336 711	79 364 527 384	59 710 632 865
25.4	Dépenses de transfert	13 829 624 908	18 229 624 909	4 400 000 000	22 629 624 909	8 800 000 001
25.5	Dépenses d'investissement	21 540 000 000	19 280 000 000	488 293 524	19 768 293 524	-1 771 706 476
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	24 655 431 644	86 907 962 684	4 606 336 711	91 514 299 395	66 858 867 751
25.829.2	Titre 2. Dépenses de personnel	18 355 764 405	16 703 999 291	0	16 703 999 291	-1 651 765 114
25.829.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 088 431 624	64 592 727 778	206 336 711	64 799 064 489	59 710 632 865
25.829.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 211 235 615	5 611 235 615	4 400 000 000	10 011 235 615	8 800 000 000
25.836	Offre et accès aux soins	96 855 877 248	90 595 877 249	488 293 524	91 084 170 773	-5 771 706 475
25.836.2	Titre 2. Dépenses de personnel	51 816 385 060	47 816 385 060	0	47 816 385 060	-4 000 000 000
25.836.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 890 462 895	10 890 462 895	0	10 890 462 895	0
25.836.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 609 029 293	12 609 029 294	0	12 609 029 294	1
25.836.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	21 540 000 000	19 280 000 000	488 293 524	19 768 293 524	-1 771 706 476
25.843	Lutte contre le SIDA	3 881 227 440	3 881 227 440	0	3 881 227 440	0
25.843.2	Titre 2. Dépenses de personnel	346 867 440	346 867 440	0	346 867 440	0
25.843.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 525 000 000	3 525 000 000	0	3 525 000 000	0
25.843.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 360 000	9 360 000	0	9 360 000	0
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	4 591 212 388	4 591 212 388	0	4 591 212 388	0
25.850.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 441 212 388	4 441 212 388	0	4 441 212 388	0
25.850.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
26	Sécurité	57 123 104 861	57 123 104 861	0	57 123 104 861	0
26.2	Dépenses de personnel	53 073 104 861	53 073 104 861	0	53 073 104 861	0
26.3	Dépenses de biens et services	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	0
26.4	Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
26.5	Dépenses d'investissement	1 700 000 000	1 700 000 000	0	1 700 000 000	0
26.857	Gendarmerie nationale	7 400 919 184	7 400 919 184	0	7 400 919 184	0
26.857.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 400 919 184	6 400 919 184	0	6 400 919 184	0
26.857.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
26.864	Police nationale	49 722 185 677	49 722 185 677	0	49 722 185 677	0
26.864.2	Titre 2. Dépenses de personnel	46 672 185 677	46 672 185 677	0	46 672 185 677	0
26.864.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 300 000 000	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0
26.864.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
26.864.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	1 700 000 000	0	1 700 000 000	0
27	Stratégie économique	30 768 005 884	23 077 594 170	1 783 790 757	24 861 384 927	-5 906 620 958
27.2	Dépenses de personnel	11 235 613 174	10 320 443 217	0	10 320 443 217	-915 169 957
27.3	Dépenses de biens et services	3 638 818 769	2 551 428 011	1 337 390 757	3 888 818 768	250 000 000
27.4	Dépenses de transfert	6 605 722 941	6 105 722 941	0	6 105 722 941	-500 000 000
27.5	Dépenses d'investissement	9 287 851 000	4 100 000 000	446 400 000	4 546 400 000	-4 741 451 000
27.871	Elaboration et pilotage de la politique économique	16 621 220 540	10 869 369 540	0	10 869 369 540	-5 751 851 000
27.871.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 890 963 128	3 326 963 128	0	3 326 963 128	-564 000 000
27.871.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 115 665 843	1 115 665 843	0	1 115 665 843	0
27.871.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 326 740 569	2 326 740 569	0	2 326 740 569	0
27.871.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 287 851 000	4 100 000 000	0	4 100 000 000	-5 187 851 000
27.878	Concurrence et protection consommateur	4 478 555 705	3 796 775 705	681 780 000	4 478 555 705	0
27.878.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 818 660 723	2 818 660 723	0	2 818 660 723	0
27.878.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 103 531 982	421 751 982	681 780 000	1 103 531 982	0
27.878.4	Titre 4. Dépenses de transfert	556 363 000	556 363 000	0	556 363 000	0
27.887	Appui à la stratégie d'investissement	2 445 156 565	2 810 548 180	1 102 010 757	3 912 558 937	1 467 402 372
27.887.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	1 021 002 372	0	1 021 002 372	1 021 002 372
27.887.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	655 610 757	0	655 610 757	655 610 757	0
27.887.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 789 545 808	1 789 545 808	0	1 789 545 808	0
27.887.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	446 400 000	446 400 000	446 400 000
27.519	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	436 421 280	436 421 280	0	436 421 280	0
27.519.2	Titre 2. Dépenses de personnel	295 421 280	295 421 280	0	295 421 280	0
27.519.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	141 000 000	141 000 000	0	141 000 000	0
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	6 786 651 794	5 164 479 465	0	5 164 479 465	-1 622 172 330
27.885.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 230 568 043	2 858 395 714	0	2 858 395 714	-1 372 172 329
27.885.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	623 010 187	873 010 187	0	873 010 187	250 000 000
27.885.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 933 073 564	1 433 073 564	0	1 433 073 564	-500 000 000
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 130 509 651	10 874 667 432	0	10 874 667 432	-255 842 219
28.2	Dépenses de personnel	9 929 543 152	9 729 543 152	0	9 729 543 152	-200 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
28.3	Dépenses de biens et services	916 260 499	830 418 280	0	830 418 280	-85 842 219
28.4	Dépenses de transfert	284 706 000	314 706 000	0	314 706 000	30 000 000
28.892	Fonction publique	3 761 839 911	3 591 839 911	0	3 591 839 911	-170 000 000
28.892.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 126 343 412	2 926 343 412	0	2 926 343 412	-200 000 000
28.892.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 790 499	350 790 499	0	350 790 499	0
28.892.4	Titre 4. Dépenses de transfert	284 706 000	314 706 000	0	314 706 000	30 000 000
28.899	Modernisation de l'Etat	705 796 468	705 796 468	0	705 796 468	0
28.899.2	Titre 2. Dépenses de personnel	635 796 468	635 796 468	0	635 796 468	0
28.899.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	0
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	6 662 873 272	6 577 031 053	0	6 577 031 053	-85 842 219
28.906.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 167 403 272	6 167 403 272	0	6 167 403 272	0
28.906.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	495 470 000	409 627 781	0	409 627 781	-85 842 219
29	Travail, emploi et formation professionnelle	62 163 327 665	50 356 690 065	1 748 737 600	52 105 427 665	-10 057 900 000
29.2	Dépenses de personnel	5 361 623 165	5 361 623 165	0	5 361 623 165	0
29.3	Dépenses de biens et services	1 417 511 600	1 798 874 000	818 637 600	2 617 511 600	1 200 000 000
29.4	Dépenses de transfert	3 840 431 000	3 840 431 000	0	3 840 431 000	0
29.5	Dépenses d'investissement	51 543 761 900	39 355 761 900	930 100 000	40 285 861 900	-11 257 900 000
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	4 715 844 995	3 897 207 395	818 637 600	4 715 844 995	0
29.913.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 074 003 395	3 074 003 395	0	3 074 003 395	0
29.913.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 042 511 600	223 874 000	818 637 600	1 042 511 600	0
29.913.4	Titre 4. Dépenses de transfert	599 330 000	599 330 000	0	599 330 000	0
29.920	Formation professionnelle	57 447 482 670	46 459 482 670	930 100 000	47 389 582 670	-10 057 900 000
29.920.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 287 619 770	2 287 619 770	0	2 287 619 770	0
29.920.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	375 000 000	1 575 000 000	0	1 575 000 000	1 200 000 000
29.920.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 241 101 000	3 241 101 000	0	3 241 101 000	0
29.920.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	51 543 761 900	39 355 761 900	930 100 000	40 285 861 900	-11 257 900 000
30	Dépenses transversales	62 979 733 300	38 205 389 432	0	38 205 389 432	-24 774 343 868
30.3	Dépenses de biens et services	29 129 985 494	19 886 956 029	0	19 886 956 029	-9 243 029 464
30.4	Dépenses de transfert	7 944 324 440	5 211 025 525	0	5 211 025 525	-2 733 298 915
30.5	Dépenses d'investissement	24 405 423 366	13 107 407 877	0	13 107 407 877	-11 298 015 489
30.6	Autres dépenses	1 500 000 000	0	0	0	-1 500 000 000
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	20 855 971 236	11 589 323 088	0	11 589 323 088	-9 266 648 148
30.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	20 711 646 796	11 444 998 648	0	11 444 998 648	-9 266 648 148
30.934.4	Titre 4. Dépenses de transfert	144 324 440	144 324 440	0	144 324 440	0

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	7 500 000 000	4 812 899 977	0	4 812 899 977	-2 687 100 023
30.941.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 000 000 000	2 212 899 977	0	2 212 899 977	-2 787 100 023
30.941.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 500 000 000	2 600 000 000	0	2 600 000 000	100 000 000
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	16 508 762 064	9 603 338 698	0	9 603 338 698	-6 905 423 366
30.948.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 603 338 698	4 603 338 698	0	4 603 338 698	0
30.948.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 905 423 366	5 000 000 000	0	5 000 000 000	-6 905 423 366
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	2 065 000 000	2 065 000 000	0	2 065 000 000	0
30.962.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 065 000 000	2 065 000 000	0	2 065 000 000	0
30.969	Dotation pour primes d'assurance	1 400 000 000	1 400 000 000	0	1 400 000 000	0
30.969.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
30.969.4	Titre 4. Dépenses de transfert	400 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	1 750 000 000	1 827 419 792	0	1 827 419 792	77 419 792
30.976.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	500 000 000	523 618 684	0	523 618 684	23 618 684
30.976.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 250 000 000	1 303 801 108	0	1 303 801 108	53 801 108
30.983	Dotation pour aides aux familles	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
30.983.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	2 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-2 000 000 000
30.990.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-2 000 000 000
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	5 500 000 000	4 007 407 877	0	4 007 407 877	-1 492 592 123
30.997.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 500 000 000	4 007 407 877	0	4 007 407 877	-1 492 592 123
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	2 250 000 000	1 250 000 000	0	1 250 000 000	-1 000 000 000
30.998.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	0
30.998.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	-1 000 000 000
30.955	Dotation pour divers contentieux	1 500 000 000	0	0	0	-1 500 000 000
30.955.6	Titre 6. Autres dépenses	1 500 000 000	0	0	0	-1 500 000 000
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	22 554 983 421	24 911 799 855	350 000 000	25 261 799 855	2 706 816 434
31.2	Dépenses de personnel	2 657 609 073	4 921 609 073	0	4 921 609 073	2 264 000 000
31.3	Dépenses de biens et	2 115 617 000	1 974 819 989	350 000 000	2 324 819 989	209 202 989

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	services					
31.4	Dépenses de transfert	1 738 068 679	2 314 539 267	0	2 314 539 267	576 470 588
31.5	Dépenses d'investissement	16 043 688 669	15 700 831 526	0	15 700 831 526	-342 857 143
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	62 964 800	433 553 035	0	433 553 035	370 588 235
31.285.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 964 800	12 964 800	0	12 964 800	0
31.285.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	420 588 235	0	420 588 235	370 588 235
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	556 465 440	556 465 440	0	556 465 440	0
31.250.2	Titre 2. Dépenses de personnel	27 000 000	27 000 000	0	27 000 000	0
31.250.4	Titre 4. Dépenses de transfert	529 465 440	529 465 440	0	529 465 440	0
31.255	Centre Gabonais des Élections (CGE)	598 544 800	598 544 800	0	598 544 800	0
31.255.2	Titre 2. Dépenses de personnel	168 544 800	168 544 800	0	168 544 800	0
31.255.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 000 000	230 000 000	0	230 000 000	0
31.255.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	2 988 350 689	2 638 350 689	350 000 000	2 988 350 689	0
31.262.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 582 733 689	1 582 733 689	0	1 582 733 689	0
31.262.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	835 617 000	485 617 000	350 000 000	835 617 000	0
31.262.4	Titre 4. Dépenses de transfert	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	0
31.262.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	192 600 000	192 600 000	0	192 600 000	0
31.283.2	Titre 2. Dépenses de personnel	17 600 000	17 600 000	0	17 600 000	0
31.283.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
31.283.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
31.283.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	598 242 000	864 587 846	0	864 587 846	266 345 846
31.291.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 242 000	23 242 000	0	23 242 000	0
31.291.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	225 000 000	434 202 989	0	434 202 989	209 202 989
31.291.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
31.291.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	357 142 857	0	357 142 857	57 142 857
31.295	Agence de	1 000 000 000	864 000 000	0	864 000 000	-136 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	Régulation des Marchés Publics (ARMP)					
31.295.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	264 000 000	0	264 000 000	264 000 000
31.295.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0
31.295.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	650 000 000	250 000 000	0	250 000 000	-400 000 000
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 243 767 784	1 243 767 784	0	1 243 767 784	0
31.227.2	Titre 2. Dépenses de personnel	825 523 784	825 523 784	0	825 523 784	0
31.227.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.227.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 244 000	18 244 000	0	18 244 000	0
31.227.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.296	Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires	14 614 047 908	14 614 047 908	0	14 614 047 908	0
31.296.4	Titre 4. Dépenses de transfert	470 359 239	470 359 239	0	470 359 239	0
31.296.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 143 688 669	14 143 688 669	0	14 143 688 669	0
31.298	Autorité Nationale d'Audit et de Vérification	700 000 000	2 905 882 353	0	2 905 882 353	2 205 882 353
31.298.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
31.298.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.298.4	Titre 4. Dépenses de transfert	500 000 000	705 882 353	0	705 882 353	205 882 353
35	Engagements de l'Etat	366 983 832 559	370 221 598 500	0	370 221 598 500	3 237 765 940
35.1	Charges financières de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
35.3	Dépenses de biens et services	60 078 257 879	54 078 257 879	0	54 078 257 879	-6 000 000 000
35.4	Dépenses de transfert	12 200 000 000	10 700 000 000	0	10 700 000 000	-1 500 000 000
35.6	Autres dépenses	21 815 000 000	11 815 000 000	0	11 815 000 000	-10 000 000 000
35.556	Charge de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
35.556.1	Titre 1. Charges financières de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
35.559	Dégrèvements et remboursements	60 078 257 879	54 078 257 879	0	54 078 257 879	-6 000 000 000
35.559.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	60 078 257 879	54 078 257 879	0	54 078 257 879	-6 000 000 000
35.560	Restructuration des entreprises	18 065 000 000	8 065 000 000	0	8 065 000 000	-10 000 000 000
35.560.6	Titre 6. Autres dépenses	18 065 000 000	8 065 000 000	0	8 065 000 000	-10 000 000 000
35.561	Appels en garantie de l'Etat	3 750 000 000	3 750 000 000	0	3 750 000 000	0
35.561.6	Titre 6. Autres dépenses	3 750 000 000	3 750 000 000	0	3 750 000 000	0
35.562	Soutien des prix des produits pétroliers	12 200 000 000	10 700 000 000	0	10 700 000 000	-1 500 000 000
35.562.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 200 000 000	10 700 000 000	0	10 700 000 000	-1 500 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
Total budget général		1 908 085 675 653	1 774 297 386 320	60 862 596 341	1 835 159 982 661	-72 925 692 992
	Titre 1. Charges financières de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
	Titre 2. Dépenses de personnel	685 100 000 002	685 100 000 000	0	685 100 000 000	-2
	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 395 239 484	280 934 886 785	5 071 925 683	286 006 812 468	55 611 572 983
	Titre 4. Dépenses de transfert	195 225 259 848	186 486 479 094	7 202 151 319	193 688 630 413	-1 536 629 435
	Titre 5. Dépenses d'investissement	483 417 601 639	304 721 868 872	48 588 519 339	353 310 388 211	-130 107 213 428
	Titre 6. Autres dépenses	41 057 000 000	23 425 810 948	0	23 425 810 948	-17 631 189 052
60	Pensions	67 703 914 796	70 503 914 796	0	70 503 914 796	2 800 000 000
60.4	Dépenses de transfert	67 703 914 796	70 503 914 796	0	70 503 914 796	2 800 000 000
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'État	59 678 470 860	62 478 470 860	0	62 478 470 860	2 800 000 000
60.703.4	Titre 4. Dépenses de transfert	59 678 470 860	62 478 470 860	0	62 478 470 860	2 800 000 000
60.710	Pensions spéciales	8 025 443 936	8 025 443 936	0	8 025 443 936	0
60.710.4	Titre 4. Dépenses de transfert	8 025 443 936	8 025 443 936	0	8 025 443 936	0
61	Service universel des communications électroniques	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
61.5	Dépenses d'investissement	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
61.145.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
62	Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.4	Dépenses de transfert	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.985	Aide à l'enfance	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
62.985.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
62.986	Aide à la maternité	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
62.986.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
63	Promotion du sport	5 895 681 840	4 757 442 538	0	4 757 442 538	-1 138 239 302
63.3	Dépenses de biens et services	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
63.5	Dépenses d'investissement	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
63.233.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 473 920 460	1 189 360 635	0	1 189 360 635	-284 559 825
63.233.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 473 920 460	1 189 360 635	0	1 189 360 635	-284 559 825
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
63.235.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 473 920 460	1 189 360 635	0	1 189 360 635	-284 559 825
63.235.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 473 920 460	1 189 360 635	0	1 189 360 635	-284 559 825
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 049 195 105	2 049 400 000	0	2 049 400 000	204 895
64.3	Dépenses de biens et services	683 065 030	683 133 333	0	683 133 333	68 303

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
64.5	Dépenses d'investissement	1 366 130 075	1 366 266 667	0	1 366 266 667	136 592
64.433	Production des contenus audiovisuels	1 024 597 553	1 024 700 000	0	1 024 700 000	102 447
64.433.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	341 532 515	341 566 667	0	341 566 667	34 152
64.433.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	683 065 038	683 133 333	0	683 133 333	68 295
64.434	Production des contenus cinématographiques	1 024 597 552	1 024 700 000	0	1 024 700 000	102 448
64.434.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	341 532 515	341 566 667	0	341 566 667	34 152
64.434.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	683 065 037	683 133 333	0	683 133 333	68 296
65	Formation pour l'emploi	2 449 012 240	2 449 012 240	0	2 449 012 240	0
65.3	Dépenses de biens et services	816 337 413	816 337 413	0	816 337 413	0
65.5	Dépenses d'investissement	1 632 674 827	1 632 674 827	0	1 632 674 827	0
65.923	Formation initiale	1 700 702 945	1 700 702 945	0	1 700 702 945	0
65.923.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	612 253 060	612 253 060	0	612 253 060	0
65.923.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 088 449 885	1 088 449 885	0	1 088 449 885	0
65.924	Formation continue	748 309 296	748 309 296	0	748 309 296	0
65.924.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	204 084 353	204 084 353	0	204 084 353	0
65.924.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	544 224 942	544 224 942	0	544 224 942	0
66	Service public de l'eau et de l'électricité	7 950 000 000	7 950 000 000	0	7 950 000 000	0
66.3	Dépenses de biens et services	2 385 000 000	2 385 000 000	0	2 385 000 000	0
66.5	Dépenses d'investissement	5 565 000 000	5 565 000 000	0	5 565 000 000	0
66.517	Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	6 900 000 000	6 900 000 000	0	6 900 000 000	0
66.517.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 070 000 000	2 070 000 000	0	2 070 000 000	0
66.517.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 830 000 000	4 830 000 000	0	4 830 000 000	0
66.518	Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales	1 050 000 000	1 050 000 000	0	1 050 000 000	0
66.518.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	315 000 000	315 000 000	0	315 000 000	0
66.518.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	735 000 000	735 000 000	0	735 000 000	0
67	Salubrité publique	7 200 000 000	10 245 920 000	0	10 245 920 000	3 045 920 000
67.3	Dépenses de biens et services	72 000 000	102 459 200	0	102 459 200	30 459 200
67.5	Dépenses d'investissement	7 128 000 000	10 143 460 800	0	10 143 460 800	3 015 460 800
67.607	Assainissement des collectivités locales	7 200 000 000	10 245 920 000	0	10 245 920 000	3 045 920 000
67.607.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	72 000 000	102 459 200	0	102 459 200	30 459 200
67.607.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 128 000 000	10 143 460 800	0	10 143 460 800	3 015 460 800
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat	15 024 737 108	12 163 936 116	0	12 163 936 116	-2 860 800 992

Codes	Libellés	LFR 2021				Écart
		Total LFI 2021	Budget général	FDC/ADP et autres ressources	Total LFR 2021	
	et contrôle des produits pétroliers					
68.3	Dépenses de biens et services	1 766 307 728	1 429 992 033	0	1 429 992 033	-336 315 695
68.5	Dépenses d'investissement	13 258 429 380	10 733 944 083	0	10 733 944 083	-2 524 485 298
68.931	Gestion du patrimoine routier	12 209 259 294	9 884 542 293	0	9 884 542 293	-2 324 717 002
68.931.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 261 425 929	1 021 242 788	0	1 021 242 788	-240 183 141
68.931.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 947 833 365	8 863 299 504	0	8 863 299 504	-2 084 533 861
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	1 356 584 366	1 098 282 533	0	1 098 282 533	-258 301 833
68.932.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	140 158 437	113 471 421	0	113 471 421	-26 687 016
68.932.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 216 425 929	984 811 112	0	984 811 112	-231 614 817
68.933	Entretien du patrimoine mobilier et immobilier	1 458 893 448	1 181 111 290	0	1 181 111 290	-277 782 158
68.933.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	364 723 362	295 277 824	0	295 277 824	-69 445 538
68.933.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 094 170 086	885 833 467	0	885 833 467	-208 336 619
69	Financement de l'habitat	7 786 624 721	7 786 624 721	0	7 786 624 721	0
69.3	Dépenses de biens et services	1 557 324 944	1 557 324 944	0	1 557 324 944	0
69.5	Dépenses d'investissement	6 229 299 777	6 229 299 777	0	6 229 299 777	0
69.938	Offre de logement	7 630 892 227	7 630 892 227	0	7 630 892 227	0
69.938.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 401 592 450	1 401 592 450	0	1 401 592 450	0
69.938.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 229 299 777	6 229 299 777	0	6 229 299 777	0
69.939	Accès au logement	155 732 494	155 732 494	0	155 732 494	0
69.939.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	155 732 494	155 732 494	0	155 732 494	0
Total CAS		134 959 165 811	136 806 250 412	0	136 806 250 412	1 847 084 601
	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 227 876 036	9 352 968 193	0	9 352 968 193	-874 907 842
	Titre 4. Dépenses de transfert	84 203 914 796	87 003 914 796	0	87 003 914 796	2 800 000 000
	Titre 5. Dépenses d'investissement	40 527 374 979	40 449 367 423	0	40 449 367 423	-78 007 557
Total budget de l'Etat		2 043 044 841 464	1 911 103 636 732	60 862 596 341	1 971 966 233 073	-71 078 608 391
	Titre 1. Charges financières de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
	Titre 2. Dépenses de personnel	685 100 000 002	685 100 000 000	0	685 100 000 000	-2
	Titre 3. Dépenses de biens et services	240 623 115 520	290 287 854 978	5 071 925 683	295 359 780 661	54 736 665 141
	Titre 4. Dépenses de transfert	279 429 174 644	273 490 393 890	7 202 151 319	280 692 545 209	1 263 370 565
	Titre 5. Dépenses d'investissement	523 944 976 618	345 171 236 295	48 588 519 339	393 759 755 634	-130 185 220 984
	Titre 6. Autres dépenses	41 057 000 000	23 425 810 948	0	23 425 810 948	-17 631 189 052

Article 69 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2021.

CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 70 : Les dispositions de l'article 44 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 44 nouveau :** Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives et des institutions sont globalement arrêtés à **106.990** agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à **six cent quatre-vingt-cinq milliards cent millions (685.100.000.000) FCFA**.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
15	Primature	885	6 733 995 948
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles et les Autorités Administratives Indépendantes	271	1 584 278 780
22	Ministère de la Justice	4 031	24 204 485 508
23	Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption	285	2 800 292 945
25	Ministère des Affaires Etrangères	641	7 020 937 786
31	Ministère de la Défense Nationale	22 291	142 425 957 883
41	Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique, du Travail et de la Formation Professionnelle	2 233	15 291 166 317
42	Ministère de l'Intérieur	9 181	52 243 072 463
43	Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	1 430	8 105 869 734
44	Ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des Territoires	181	879 116 920
51	Ministère du Budget et des Comptes Publics	4 309	24 389 859 266
53	Ministère de l'Economie et de la Relance	3 400	18 803 964 409
55	Ministère du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie	2 030	10 924 152 236
56	Ministère du Tourisme	247	1 872 113 604
58	Ministère de la Promotion des Investissement, des Partenariats Public-Privé chargé de l'Amélioration du Cadre des Affaires	40	295 421 280
61	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation	1 624	7 520 697 742
62	Ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan Climat et du Plan d'Affectation des Terres	1 479	7 440 417 310
64	Ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Habitat	4 408	15 670 557 162
67	Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	302	1 442 580 700
68	Ministère du Pétrole, du Gaz, des Hydrocarbures et des Mines	622	4 105 256 092
83	Ministère des Sports, de la Jeunesse chargé de la Vie Associative	359	2 833 241 882
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, du Transfert de Technologies, de l'Éducation Nationale chargé de la Formation Civique	27 368	200 575 170 726
85	Ministère de la Culture et des Arts	1 319	7 460 861 758
91	Ministère de la Santé	12 434	74 960 229 293
93	Ministère des Affaires Sociales et des Droits de la Femme	2 505	11 687 707 380
	Total Ministères	103 875	651 271 405 124

**Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat
(Autorités autonomes et Institutions)**

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 018	6 486 769 672
12	Sénat	128	6 214 561 237
13	Assemblée Nationale	814	7 593 361 427

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
14	Conseil d'Etat	136	872 586 924
16	Cour Constitutionnelle	99	2 456 934 547
17	Cour des Comptes	269	2 552 467 008
18	Cour de Cassation	360	3 669 145 512
26	Conseil Économique, Social et Environnemental	117	1 160 825 876
27	Haute Autorité de la Communication	87	825 523 784
28	Conseil National de la Démocratie	6	195 818 400
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	50	1 582 733 689
46	Centre Gabonais des Élections	19	168 544 800
47	Médiature de la République	3	8 480 000
48	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	6	23 242 000
49	Commission Nationale de Droits de l'Homme	3	17 600 000
	Total Entités autonomes et Institutions	3 115	33 828 594 876
	Total général	106 990	685 100 000 000

Article 71 : Les services publics personnalisés sont tenus de produire et de transmettre leurs états financiers aux services du Ministère en charge du budget. La tutelle technique veille à la tenue des Conseils d'Administrations en vue de l'adoption des budgets respectifs sous contraintes d'une prévision réaliste de leurs recettes propres et de la subvention de l'Etat, le cas échéant.

Le versement de la deuxième tranche de la subvention de l'Etat est conditionné à la transmission aux services du Ministère en charge du budget du Contrat Annuel de Performance, en abrégé CAP, dûment signé et des états financiers prévisionnels de l'exercice approuvé par le Conseil d'Administration.

Le versement de la dernière tranche de la subvention de l'Etat est conditionné :

- 1) pour les services publics personnalisés à vocation industrielle et commerciale, à la transmission au contrôleur budgétaire compétent, de la situation des restes-à-payer et des restes à recouvrer, des états détaillés d'acquisition du patrimoine de l'exercice n-1 et des états financiers, des états du personnel, du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice n-1 lorsque les statuts le prévoient. Chaque contrôleur budgétaire devra établir son rapport sur l'utilisation des fonds à la lumière des observations du commissaire aux comptes et des états transmis ;
- 2) pour les services publics personnalisés à vocation administrative, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes sur la gestion du budget de l'exercice n-1, mais dans tous les cas à la transmission du compte administratif, de la situation des restes à payer et des restes à recouvrer, le cas échéant des états du personnel ainsi que des états d'acquisition du patrimoine de l'exercice n-1 et des états financiers.

Article 72 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer pendant au moins quinze ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics et assimilés sont tenus de déclarer auprès des services du Ministère en charge du Budget et des Comptes Publics, les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative du personnel et la grille salariale ;
- l'état de salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur quinze ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 73 : Au titre de l'année 2021, l'Etat est autorisé à octroyer des garanties pour un plafond de cent sept milliards (107.000.000.000) FCFA suivant les formes prévues par l'article 47 de la Constitution.

Elles sont provisionnées ainsi qu'il suit :

Libellé de la garantie	Montant LFR 2021
Garantie-Barrage hydroélectrique de Kingué	1 750
Garantie-Construction de la Transgabonaise	2 000

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 74 : Les dispositions de l'article 47 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 47 nouveau :** Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2021, à **mille trois cent quarante-quatre milliards sept cent quarante-trois millions cent soixante-sept mille neuf cent cinquante-neuf (1.344.743.167.959) FCFA.**

Le détail de ces tirages se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs

Créancier	Libellé projet	Montant
Tirages prêts projets		153 441
Tirages en cours		152 941
Agence Française de Développement (AFD)	Réhabilitation Transgabonais	10 394
Agence Française de Développement (AFD)	Programme investissement secteur éducation	20 247
Agence Française de Développement (AFD)	Renforcement des structures sanitaires (PNDS II)	7 500
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui à la diversification de l'économie gabonaise (PADEG)	6 859
Banque Africaine de Développement (BAD)	Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (PIEPAL), volet eau potable	15 281
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui employabilité des jeunes	12 882
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui au Programme GRAINE	1 500
Banque Islamique de Développement (BID)	Aménagement bassin versant Terre Nouvelle	10 864
Banque Mondiale	Développement de la statistique	4 000
Banque Mondiale	Accès services de base et Renforcement capacités services ruraux	11 584
Banque Mondiale	E-Gabon	10 493
Banque Mondiale	Appui employabilité des jeunes	11 920
Exim Bank China	Route FORASOL MBEGA	5 000
Exim Bank China	Construction et équipement 3 centres de formation	12 845
Fonds international de développement agricole (FIDA)	Projet du développement agricole et rural phase II (PDAR)	1 880
UKF/BANCO SANTANDER	Travaux de réhabilitation et d'aménagement des voiries municipales de Libreville	9 692
Tirages nouvelles conventions de prêts projets		500
Banque Africaine de Développement (BAD)	PASIG	500
Tirages conventions de prêts programmes		185 302
Fonds Monétaire International (FMI)		120 000
Banque Mondiale		10 659
Banque Africaine de Développement (BAD)		39 643
Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)		15 000
Tirages sur marché international		495 000
EUROBOND 10 ANS		495 000
Tirages sur marché financier régional		511 000
OBLIGATIONS TRESOR PAR APE		191 000
OBLIGATIONS TRESOR ASSIMILABLES		320 000
Total tirages sur financements extérieurs		1 344 743

TITRE IV : DES DONs

Article 75 : Les dispositions de l'article 48 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 48 nouveau :** Le montant des dons est arrêté à **vingt-six milliards vingt-trois millions sept cent soixante-quatre mille six cent soixante-dix-sept (26.023.764.677) FCFA.**

Le détail de ces dons se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des dons

Source de financement	Libellé	Montants en millions de FCFA
BANQUE MONDIALE	Gestion des Conflits Hommes- Eléphants	1 653,68
AFD	Financement du Projet ELEPHANT	1 323,37
	Projet CAF	5 013,52
	Initiative pour la Foret de l'Afrique Centrale (CAFI)	1 561,18
	Arc Emeraude de gestion des aires protégées autour de Libreville	1 198,17
EXIMBANK CHINA	Réfection de l'Assemblée Nationale	5 700,00
PERENCO	Conception et réalisation de deux passerelles piétonnes aux lycées Léon MBA et Paul INDJENDJET NGONDJOUT	2 371,69
Dons projets		18 822
USFWS/US		1 655,00
UE ECOFAC6/UE		1 147,15
EXIMBANK CHINA	Vaccin Sinopharm	4 400,00
Dons fonctionnement		7 202
Total		26 024

TITRE V : DES PRETS ET AVANCES

Article 76 : Les dispositions de l'article 49 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 49 nouveau :** Les prêts, avances et dépôts, en millions FCFA, se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

Prêts et avances	LFI 2021	LFR 2021	Ecart LFI 2021/LFR 2021	
Prêts et avances	3 000	3 000	-	0,00%
Fonds Souverain de la RG	3 000	3 000	-	0,00%

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 77 : Les dispositions de l'article 50 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 restent inchangées.

Article 78 : Les dispositions de l'article 51 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 restent inchangées.

Article 79 : Les dispositions de l'article 52 de la loi n°044/2020 du 11 janvier 2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2021 sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 52 nouveau :** Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat en violation des obligations qui lui incombent conformément aux dispositions des textes en vigueur, sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés. »

Article 80 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature, nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 81 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de la République.

Fait à Libreville, le 11 août 2021

Le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

Le Ministre de l'Economie et de la Relance
Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Le Ministre du Budget et Comptes Publics
Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE